l'unité

N° 62 - 2 F 50 Hebdomadaire socialiste 27 avril 1973



Au risque de vous plaire



Livres

POLITIQUE

*** Louis Oury : Les Prolos (Denoël).**

Un ouvrier des chantiers navals de Penhoët témoigne, raconte sa vie simplement. Un livre sans fioritures, sans ambages : la condition ouvrière à l'état brut. Conscience de classe et fins de mois difficiles. Une autobiographie digne et rebelle à opposer aux autosatisfactions d'un Dassault.

*** René Dumont : L'utopie ou la mort ! (Le Seuil).**

Pour l'auteur, les thèses de Mansholt sont dangereuses : elles condamnent le Tiers Monde à la « misère perpétuelle ». Aux tristes réalités (démunis affamés et riches asphyxiés), il oppose une parole utopique : construire « la société sans mépris ». Que Dumont le veuille ou non, c'est là une excellente définition du socialisme.

*** Raymond Garnier : L'affaire de Trouhans (Le Seuil).**

Révolte et combat d'un prêtre qui a récemment alerté l'opinion publique sur la situation faite aux ouvriers émigrés turcs de son village, Trouhans. Cette « affaire » est exemplaire à deux titres : parce que le problème des travailleurs émigrés est concrètement posé ; parce qu'on y voit un curé « entrer en politique ».

*** Andrée Andrieux et Jean Lignon : Le militant syndicaliste aujourd'hui (Denoël).**

Ce livre ne s'intéresse pas au « militant en action », mais au « militant en formation » : quelles motivations amènent progressivement un individu à se battre sur le terrain syndical ? Les conclusions du livre sont le fruit d'une longue enquête menée par de jeunes chercheurs du C.n.r.s.

*** Charles Bettelheim : Révolution culturelle et organisation industrielle en Chine (Maspero).**

L'auteur était en Chine en 1971. Il ne cache pas ses sympathies pour le régime de Mao. Mais il ne s'arrête pas là : il essaie d'en tirer des conclusions théoriques sur cette « voie au socialisme ». Un débat doit s'ensuivre.

*** Daniel Mothé : Le métier de militant (Le Seuil).**

Daniel Mothé, ouvrier chez Renault, syndicaliste C.f.d.t., fort de son expérience, tente d'esquisser un portrait de cet homme insaisissable : le militant (voir le n° 58 de « l'Unité »).

ROMANS

*** Etienne Lalou : Le goût du sel (Denoël).**

Marc pêche en mer. Finis les mots avec des majuscules (Amour, Culture, Politique). Il découvre tout : les parfums, les poissons, les autres et lui-même. Fuite, mon doux souci ! Est-ce la bonne solution ? Lalou semble le penser. Mais il est des fois où évasion rime avec démission...

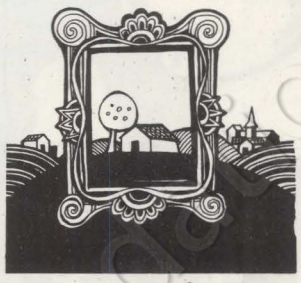
TEMOIGNAGES

*** Arthur Rubinstein : Les jours de ma jeunesse (Robert Laffont).**

Avant d'être un grand pianiste, Rubinstein a été un « jeune Juif polonais errant ». Dans son livre, il remonte les ans avec le goût de la jeunesse sans cesse retrouvée. Il est vrai que ses amis ont noms Picasso, Stravinsky, Casals, Diaghilev : ont-ils jamais vieilli dans notre mémoire ?

*** Louis Nucera : Les chats : « Il n'y a pas de quoi fouetter un homme » (Julliard).**

Aimez-vous les chats ? Prévert, qui pleure quand un chat meurt, voue une haine tenace à Henry Miller qui a écrit « des pages effroyables contre les matous ». Louis Nucera, un élu de la « bande à Brassens », préfère les chats aux hommes, « car il n'y a pas de chat policier ». Pourquoi aimez-vous les chats ? Pourquoi Malraux passait-il son temps à en dessiner en Conseil des ministres ? Pourquoi Lénine a-t-il tenu à se faire photographier avec un chat ? Nucera, avec passion, répond de multiples façons. Une, entre autres : il fait insidieusement remarquer que Jules César, Napoléon, Mussolini, Hitler, Goebbels vomissaient ces « petits fauves »...



Expositions

*** Galerie Maeght (rue de Téhéran, Paris) : « Sobreteixim » de Miro.**

*** Fondation Maeght (06 - Saint-Paul-de-Vence) : Sculptures de Miro.**

Juan Miro a 80 ans. Son labeur est sa joie. Il n'a jamais autant travaillé. A Paris, ses peintures récentes ; nouvelle formule : il peint sur fond de cordes tressées. A Saint-Paul, ses sculptures : surtout des assemblages et des constructions.

Miro peint : « Je prends mon balai — un vrai comme celui de la ménagère — je le trempe dans le seau de couleur et je me lance ». Miro sculpte, avec acharnement : « Je voudrais mourir en travaillant. »

A Paris et à Saint-Paul, deux étapes d'une grande œuvre dont nous attendons avec impatience la rétrospective, prévue pour 1974 au Grand Palais.

*** Galerie de Varenne (61, rue de Varenne, Paris) : Dessins de Le Corbusier.**

Aquarelles nocturnes gorgées de scintillements lumineux ; portraits de femmes aux yeux de braise ; traits d'humeur et d'humour. On est bien loin de l'architecte « puriste », du créateur d'espaces et de formes dépouillées. Bref, un Le Corbusier inconnu.

*** Orangerie des Tuileries : Soutine.**

Cent tableaux du « peintre maudit ». Et, notamment, des pièces jamais vues en France : « Les natures mortes à la raie » et « La cathédrale de Chartres ». Enfin, un hommage digne de ce personnage hors série qui s'était écrié : « Un jour, j'assassinerai mes tableaux ». Il le fit... Les toiles qui ont « survécu » sont d'autant plus bouleversantes.

*** Galerie Yvon-Lambert (rue de l'Echaudé, Paris) : David Lévine.**

Le talent d'un caricaturiste. Lévine pratique à merveille l'art de composer des « grosses têtes » : Sartre, Genêt et tant d'autres en savent quelque chose. Un « carnaval » à ne pas manquer.

*** Orly (galerie d'exposition) : Jean de Mailly.**

Des peintures et des collages signés par un artiste infiniment sensible aux volumes et aux surfaces des matériaux : il dresse une mythologie de la « société de consommation » à grand renfort d'effets de mouvement, de néons, d'affiches et de buildings. Il donne l'impression de dénoncer un accident permanent : les agressions urbaines du capitalisme... Pour « se délasser » et faire des « contre-propositions », Jean de Mailly est aussi architecte : il refait actuellement l'intérieur du palais de Chaillot.

*** Marseille : le muséobus.**

La ville de Marseille dispose désormais d'un « muséobus » qui présente dans les quartiers, dans les entreprises, dans les établissements scolaires, des expositions d'une durée de trois mois. La première s'intitule « De la nature à la peinture ou naissance de la couleur ».

*** Chalon (Maison de la Culture) : « Science et patience de l'arbre ».**

Réalisation d'un groupe de travail composé de pépiniéristes, d'enseignants et d'artistes. Visées : déterminer le sens et la fonction de l'arbre dans la civilisation urbaine. Jusqu'en juin, la Maison de la Culture sera une « petite forêt. »



Théâtre

PARIS

*** Théâtre Berthelot (28 bis, rue Saint-Dominique) : « Les fourberies de Scapin » de Molière, par l'Animation culturelle théâtrale. Réalisation de Christian Grau et Jean Térensier.**

La famille de la Comedia dell'arte se retrouve dans « Scapin » : nous voici transportés aux sources du théâtre de Molière, quand Jean-Baptiste Poquelin n'était qu'un comédien qui « régalait les provinces » (voir en page 16 de ce numéro).

PROVINCE

*** Lyon (Théâtre de la Mouche, 7 rue Ravier) : « Le Concile d'amour » d'après Panizza, par la Compagnie de la Mouche.**

Entre l'univers-fiction du Paradis et de l'Enfer et la cour papale des Borgia, le peuple tremble. De la religion considérée comme le gendarme du monde et d'un certain ordre social. Une réussite et une confirmation : ces comédiens sont des héritiers de Planchon et de Chéreau.

*** Lyon (Théâtre du Ville) : « Hamlet » de Shakespeare, mise en scène de Bernard Ballet et Marcel Maréchal. Costumes et décors d'Edouard Pignon.**

« Le théâtre, c'est la chair, la chose de l'acteur. Ou ce n'est rien », dit Maréchal. Sous-entendu : la théorie et le « bla-bla » très peu pour moi ! On peut donc s'attendre à un nouveau « numéro » de Maréchal dans le rôle d'Hamlet...



Cinéma

*** Joseph Mankiewicz : Le limier**

Voir en page 17 de ce numéro.

*** Michel Huisman : Ras le bol.**

Objectif du film : à travers l'histoire d'un garçon interprété par Xavier Gélin, montrer l'impossibilité absolue pour un jeune appelé, si antimilitariste soit-il, de ne pas être englouti et broyé par la machine militaire. L'ennui, c'est que la maladresse d'une œuvre qui sonne aussi faux d'un bout à l'autre contredit ces bonnes intentions. A la sortie de « Ras le bol », le jeune réalisateur belge a protesté contre le titre putassier et les coupures que ses producteurs ont décidés sans le consulter. S'il faut par principe s'indigner avec lui de ces pratiques scandaleuses, on peut craindre que, de toute façon, les dix minutes manquantes ne sauvent en rien son film.

*** Ronald Neame : L'aventure du « Poseiodon ».**

Les péripéties d'un groupe de survivants à l'intérieur d'un paquebot qui coule : sans génie et bourré de conventions, mais tout le « professionalisme » — au meilleur sens du terme — habituel à la plupart des grandes productions américaines.

*** Roman Polanski : Quoi ?**

Quand les Italiens font du western-spaghetti, ce peut être drôle ; mais quand c'est Polanski lui-même qui fait du Polanski-spaghetti, c'est fort triste. Le réalisateur et son équipe ont, aux frais de Carlo Ponti, passé trois semaines de tournage au soleil méditerranéen ; on en est bien content pour eux. L'affiche de « Quoi ? » est signée Folon. On peut la voir dans le hall des salles, c'est ce qu'il y a de mieux dans le film, et c'est gratuit.

Sommaire

4

Le 1er Mai de l'union

5

Editorial : Le fouet de Fontanet

6

Renault : Le Pouvoir joue le pourrissement

Les socialistes proposent

7

Milices patronales : Les commandos, côté coulisses

8

Travail : Ceux pour qui le sucre est amer

400 millions de travailleurs contre les trusts

10

A contre-pied

11

Etats-Unis : Un éléphant couvert d'éclaboussures

Israël embarrasse Pompidou

12

Egypte : L'impasse du ni guerre ni paix

14

Société : Un clocher en Ovalie

Note de lecture

16

Théâtre : Molière ou l'école de la subversion

17

Cinéma : Faux et usages de faux

18

Télé-sélection

19

Document : L'Amérique retourne à la terre

23

Mots croisés

24

Le livre de la semaine : L'autogestion à l'épreuve

PHOTOS ET DESSINS
Barrègues (page 13), Boojum Consort (page 6), Carlos Brito (pages 15-17), Jean-Pierre Coureuil (pages 2-19), Keystone (pages 4-13), Perlstein (page 16), Teich (page 10), U.p.i. (pages 12-20-21), Vasco (pages 1-18).

Courrier

Les nouveaux esclaves

« J'ai appris avec beaucoup de satisfaction que le Parti socialiste va lancer une grande campagne d'information sur la situation des travailleurs immigrés — ces « nouveaux esclaves », comme vous le dites très justement dans le dernier numéro de « l'Unité ». Il y a beaucoup à faire, en effet, pour informer les Français dans ce domaine. Beaucoup pensent encore, bien que le contraire soit amplement démontré, que ces étrangers « viennent nous prendre le travail de nos enfants, qu'ils coûtent cher à la Sécurité sociale », etc. Ce sentiment xénophobe est répandu dans toutes les catégories sociales, y compris dans la classe ouvrière, ce qui explique sans doute la prudence que le Parti communiste et la C.g.t. ont manifestée jusqu'à une époque récente à l'égard des immigrés. Heureusement, les choses sont en train de changer et il est important que la solidarité avec les travailleurs étrangers figure parmi les mots d'ordre des centrales syndicales pour le Premier Mai. Le Parti socialiste qui doit être, par définition, à l'avant-garde de l'internationalisme, peut beaucoup pour développer cette solidarité. Il ne s'agit pas bien sûr de rechercher des bulletins de vote, mais de bien mieux que cela : marquer des points dans le combat pour la dignité humaine ». (Louis Gravier, Aubervilliers).

"Perchoirs bien payés"

« Je suis un Français moyen, de nature bien-pensante, je lis en particulier de nombreux articles de presse et je constate que, dans la période actuelle, nous assistons à un véritable foisonnement de candidatures pour des postes à responsabilité élevée.

Qu'en est-il finalement, sur le plan du travail, des salaires, du logement, des transports, des loisirs, etc., des plus humbles ? S'agit-il, pour certains « barons », de s'installer par orgueil à divers « perchoirs » bien rémunérés et confortables, pour continuer demain à ignorer, dans l'euphorie de leur réussite, la vie que mène la majorité des Français, avec des ressources réduites ?

Je reste persuadé que le temps n'est pas encore venu — mais il viendra — où la seule et vraie morale, source de grandes vertus, l'emportera en fin de compte sur l'égoïsme, l'ambition et l'orgueil.

Assez de belles envolées lénifiantes par des auteurs qui ne perdent sûrement pas leur argent, mais des actes qui, dans le cadre d'une société meilleure, réuniront les esprits et les cœurs ! » (R. Michelet, Tarbes).

Les chrétiens et le judaïsme

« Vous avez sans doute été un peu brefs dans votre commentaire sur le texte du Comité épiscopal catholique concernant le judaïsme. Ce texte est, en effet, plein d'ambiguïtés et a naturellement provoqué des réactions en tous sens, mais il est quand même très important, car il détruit l'un des fondements historiques et philosophiques sur lesquels prétendent s'appuyer les doctrinaires de l'antisémitisme. Sans doute l'Eglise de France tout entière et, à plus forte raison, le Vatican ne sont pas engagés par une telle prise de position, mais elle n'en marque pas moins un important cheminement de pensée depuis l'époque où, avec le pape Pie XII, beaucoup de cardinaux français couvraient par leur silence les crimes nazis contre les Juifs. » (Andrée Froment, Lille).

Fonds Jean-Jaurès

Le 1er Mai de l'union

Curieuse situation en vérité que celle que l'on voit se développer en France depuis quelques semaines. Ce n'est pas exactement le « printemps chaud » qu'annoncent certains slogans et pourtant de nombreux signes laissent prévoir qu'un orage se prépare. Chaque jour un nouveau conflit éclate ou s'aggrave. Les plus sérieux se situent dans la métallurgie *(voir p. 6)* et la journée nationale d'action des « métallos », le 4 mai, permettra d'en faire un bilan précis. Mais cette branche n'est pas la seule tranchée. L'ensemble du secteur public commence lui aussi à s'agiter. Partout, le problème des conditions de travail est posé et ne peut être éludé.

Devant cette situation, le gouvernement, si prompt à fustiger les lycéens *(voir notre éditorial, ci-contre)* semble comme paralysé. Il croit avoir décélé qu'à l'origine, certains mouvements revendicatifs ont échappé à l'autorité des syndicats — ce qui reste, dans la plupart des cas, à démontrer — et il semble attendre de ce phénomène supposé on ne sait quoi qui pourrait l'aider à se tirer d'affaire. Plusieurs ministres ne cachent pas que le pourrissement de certains conflits permettrait au gouvernement et au patronat de se montrer plus intransigeants vis-à-vis de syndicats affaiblis.

Un faux calcul

Ce calcul n'est pas nouveau, mais il est à la fois dangereux pour le Pouvoir lui-même, qui a toujours intérêt à trouver en face de lui des « interlocuteurs valables », et faux dans la mesure où tout indique que les grandes centrales syndicales épousent parfaitement le terrain, en présentant des propositions qui répondent aux problèmes posés et trouvent, de ce fait, un grand écho parmi les travailleurs concernés. Organisations responsables, ni la C.g.t., ni la C.f.d.t., ni la Fédération de l'Education nationale ne recherchent l'affrontement inutile. Mais elles ont bien conscience que leur solidarité dans l'action peut seule contraindre le gouvernement à reculer.

Significatif est, à ce sujet, l'appel commun lancé par les unions départementales C.g.t., C.f.d.t. et F.e.n. pour un grand 1er Mai unitaire à Paris. Pour la première fois depuis bien longtemps, les trois grandes centrales syndicales organisent ensemble la traditionnelle manifestation de la Fête du Travail, à laquelle participent également cette année les étudiants et les lycéens, qui sont depuis plusieurs semaines au premier rang de la lutte.



Le 1er Mai 1937.

Manifestation syndicale, certes, mais dont le caractère déjà largement unitaire est encore amplifié par le fait que tous les partis de gauche ont décidé de s'associer et de participer effectivement au défilé.

Le Parti socialiste, pour sa part, avait pris cette décision dès le 7 avril et mercredi il a rendu public, avec le Parti communiste et le Mouvement des radicaux de gauche, un appel commun dans lequel les trois organisations « saluent chaleureusement l'accord qui est intervenu entre la C.g.t., la C.f.d.t. et la F.e.n. pour l'organisation d'un grand Premier Mai unitaire à Paris » et ajoutent :

« Cette initiative permet aux travailleurs, aux jeunes, aux démocrates de manifester avec force leur volonté solidaire de s'opposer à la politique antisociale et autoritaire du patronat et du gouvernement, d'imposer la satisfaction de leurs revendications les plus urgentes, de préparer les changements profonds qui sont nécessaires.

« Le Parti communiste français, le Parti socialiste, le Mouvement des radicaux de gauche apportent leur appui aux mots d'ordre des syndicats et appellent toutes leurs organisations, tous leurs adhérents, les travailleurs et les démocrates à participer dans l'union à la manifestation du Premier Mai à 15 h, de l'Hôtel de Ville à la Nation. »

La fédération de Paris a fait un gros effort pour assurer une présence massive des militants socialistes à cette manifestation. Les dernières élections ont montré une remarquable progression des suffrages socialistes dans la capitale et dans toute la région parisienne. Cette progression doit se mesurer mardi de l'Hôtel de Ville à la Nation (1) et contribuer à faire de ce 1er mai 1973 une grande promesse pour demain.

A.V.

(1) Le rendez-vous des militants socialistes est fixé mardi à 14 h 30 à l'angle de la rue du Renard et de la rue de Rivoli.

Le fouet de Fontanet

Un ministre au moins n'a pas respecté la trêve pascale : Joseph Fontanet, qui n'y est pas allé de main morte avec sa circulaire sur la discipline dans les établissements secondaires.

Certains propos du président de la République et du Premier ministre avaient déjà indiqué que le ton du gouvernement à l'égard des lycéens serait celui de la fermeté. Confronté en même temps aux O.s. de Renault qui se révoltent contre leurs conditions de travail, aux agriculteurs qui n'apprécient guère la politique menée à leur égard, aux étudiants qui contestent l'utilité du service militaire actuel, aux plus jeunes qui se posent, eux aussi, de légitimes questions sur l'avenir qui leur est réservé, le Pouvoir frappe où il peut. Il louvoie dans les conflits sociaux, il « assouplit » la loi Debré, il réserve ses coups aux lycéens et aux collégiens.

Venu du M.r.p., qui se targuait d'une vocation sociale, Fontanet a passé longtemps pour un « libéral ». Le voici maniant le fouet avec l'aisance d'un virtuose, comme le souligne cette semaine un mordant dessin de Tim. Au moment même où le gouvernement doit admettre que la caserne n'a plus guère de justification à notre époque, ce sont les lycées qu'il veut transformer en casernes et les chefs d'établissement en adjudants.

D'autres que nous ont déjà souligné que ce n'était pas forcément le meilleur moyen de provoquer l'apaisement dans l'enseignement secondaire. « Le Figaro » lui-même, à sa manière, a exprimé son scepticisme quant à l'efficacité de la nouvelle « circulaire Fontanet ». Les jours qui viennent diront si la politique des « beignes » — c'est le mot qu'aurait employé Georges Pompidou — est de nature à faire rentrer les lycéens « dans le rang ». Elle est, en tout cas, plusieurs fois révélatrice de la vraie nature du gouvernement actuel.

D'abord, par le mépris qu'elle manifeste à l'égard des enseignants, que l'on veut sans doute punir d'avoir toujours été parmi les plus conséquents dans leur hostilité au pouvoir personnel. Au lieu d'écouter ceux qui connaissent le mieux les problèmes des jeunes parce qu'ils sont au contact quotidien avec eux, on veut les transformer en gendarmes et en délateurs. Ils sont déjà nombreux à avoir dit qu'ils n'acceptent pas cette dégradation de leur métier.

Ensuite, par l'hypocrisie dont elle témoigne à l'égard des jeunes dont la « montée », comme ont dit, fournit des thèmes inépuisables pour discours dominicaux, mais à qui on refuse obstinément le droit d'avoir une opinion et encore plus de l'exprimer.

Enfin, par la discrimination sociale qui apparaît sous la menace. Le point le plus grave de la circulaire Fontanet est sans doute celui où le ministre ose affirmer que les lycéens grévistes « doivent être considérés comme renonçant aux privilèges dont ils bénéficient », entendant par là la suppression des bourses et des allocations familiales. Or, le ministre de l'Education nationale sait très bien selon quels critères sont parcimonieusement attribuées les bourses d'études. Il sait très bien que les « bénéficiaires », pour reprendre son mot, sont les enfants des familles modestes — ce qui rend intolérable, en l'occurrence, le mot « privilège » — et que ce sont, une fois encore, les plus défavorisés qui seront les principales victimes de la rigueur gouvernementale. « Le Monde » avait raison de poser cette question : « M. Fontanet, chrétien et père de famille, a-t-il songé que la suspension des allocations familiales risque de frapper bien moins les lycéens qu'il veut remettre au travail que leurs parents et leurs frères et sœurs ? »

MM. Pompidou, Messmer et Fontanet estiment sans doute avoir la majorité des Français avec eux quand ils se font les défenseurs de l'ordre. D'autres l'ont cru avant eux et ont connu de tristes réveils pour avoir oublié qu'on gouverne mal un pays quand on y laisse les pauvres à la merci des riches et que l'on tente, de surcroît, d'y réduire la jeunesse au silence.

CLAUDE ESTIER

Le Pouvoir joue le pourrissement

Plus d'un mois après le début des grèves chez Renault, le gouvernement est enfin sorti de son silence. De manière détournée, mais claire : nul doute maintenant que le gouvernement s'assimile aux patrons de Renault, de la façon la plus avouée. Et après avoir été reçus mardi à Matignon par le conseiller de Pierre Messmer pour les affaires sociales, Yves Sabouret, les délégués syndicaux de Billancourt ne cachaient pas leur mécontentement. « Sabouret a donné raison à la direction générale pour toutes les attitudes et les initiatives qu'elle a prises, déclarait l'un d'eux. Si le gouvernement et le patronat cherchent l'épreuve de force, les travailleurs y répondront » — commentaire repris partout mercredi après l'annonce de scandaleuses sanctions à Flins frappant 26 « meneurs », dont un délégué du personnel C.f.d.t. et 3 candidats C.g.t. aux dernières élections.

Quant à la direction de la Régie Renault, son attitude n'a pas changé. « La situation actuelle de la Régie, vous la connaissez : elle est absurde et dangereuse. Plus elle se prolongera, plus les pertes seront importantes pour tous. Chacun de vous à tout à perdre ». C'est en ces termes qu'elle a choisi de s'adresser aux grévistes de Billancourt. Et le vendredi 20 avril, à la veille du week-end pascal, elle a envoyé à tous les O.s. de l'île Seguin une lettre intitulée « Information au personnel de l'île Seguin ». Sans doute pensait-elle qu'un long week-end et les problèmes de fin de mois rendraient les grévistes plus « réceptifs » à ses arguments ou que sa décision de rouvrir Flins jeudi aurait un gros impact psychologique.

« La Régie y perd, écrit la direction. Voulez-vous perdre votre emploi ?... Vous avez déjà beaucoup perdu. Si vous aviez repris le travail le 13 avril au plus tard, vous bénéficieriez des dispositions d'indemnisation prévues le 11 avril... Ces dispositions représentent 55 % de vos ressources habituelles. Si vous n'avez pas repris le travail le 13 avril au plus tard, vous perdez l'ensemble de ces indemnités, ainsi que la prime exceptionnelle de juillet, soit près de 1 100 F. La grève continue parce qu'on vous a trompés : l'indemnité de chômage technique à 100 % n'est pas possible... Prenez dès maintenant vos responsabilités. Des négociations sur les classifications sont possibles. Elles sont prévues pour le 26 avril, à condition que, d'ici là, une reprise appréciable du travail se manifeste. »



Caen : vote pour la prolongation de la grève à la Saviem.

Arguments qui ressemblent beaucoup à un chantage. Et qui n'ont pas eu, chez les grévistes, l'écho souhaité par la direction. Aujourd'hui plus que jamais, la tactique des patrons de Renault est simple : dresser les ouvriers les uns contre les autres, rejeter les responsabilités des lock-out en chaîne sur ceux qui ne veulent pas reprendre le travail avant d'être payés, etc. « Mais cela n'a aucune chance de marcher, explique un jeune O.s. qui travaille au 74-63, c'est-à-dire aux chaînes de montage où l'on pose sur les voitures poignées de porte, pare-brise, pédales... J'ai été lock-outé au début, avec les 7 000 de l'île Seguin, lors de la grève des O.s. des presses. On a décidé de ne pas reprendre le travail très simplement : je suis arrivé à 7 h 20 le matin, normalement, et dans chaque atelier c'était la même réaction : si on ne nous paie pas complètement les jours chômés, on ne veut pas travailler. Aujourd'hui, rien n'a changé, on pense toujours la même chose. »

De son côté, la direction persiste dans une attitude inflexible. Samedi dernier, les représentants syndicaux qui se sont rendus au siège des Champs-Elysées ont trouvé porte close. Lorsqu'une délégation s'est présentée au ministère du Travail, le 18, elle a été reçue... après avoir franchi une haie de gendarmes mobiles, fusil lance-grenades à l'épaule. Et mardi matin, lors de la réunion d'un comité extraordinaire d'entreprise, l'attitude de la direction n'a pas été à la compréhension. Loin de là. Elle a annoncé de nouvelles réductions d'horaires, dans un secteur qui n'avait pas encore été touché : l'U.f.m.b. (usine de fabrication mécanique de Billancourt) qui comprend les forges, les fonderies, la carrosserie, certains ateliers d'outillage, et emploie 5 300 ouvriers. Dès le lendemain, 950 employés du département 14 (les moteurs) sont touchés par ces réductions. Et d'autres risquent de l'être au cours de la semaine : mardi, en effet, la direction annonçait que d'autres départements que l'U.f.m.b. subiraient des heures chômées au fur et à mesure du déroulement du conflit.

« Le lock-out partiel augmente d'heure en heure, et s'étend à des secteurs de plus en plus nombreux, estime un délégué syndical présent à la séance de mardi du comité d'entreprise. Nous avons dit à la direction qu'elle prenait des mesures très graves, et nous avons proposé la reprise des négociations. Elle est restée sur ses positions : elle n'accepte de discuter que lorsque le travail aura repris. Mais, du moment où elle annonce des réductions d'horaires dans des secteurs non encore touchés, cela ne peut s'interpréter que d'une façon : elle durcit encore sa position. »

Que veut-elle ? Surtout, ne pas céder aux « grèves-bouchons », terme qui est d'ailleurs contesté par les syndicalistes : « Appeler les mouvements de protestation « grèves-bouchons », c'est tenter de les dévaloriser, dit Alain Riolland, délégué C.f.d.t. à Billancourt. Nous trouvons cette appellation ignoble : les travailleurs se mettent en grève pour obtenir la satisfaction de leurs revendications, et non pour le plaisir de bouchonner. » Ensuite, les dirigeants de Renault se refusent à négocier à chaud sur le

problème des classifications. Bref, ils espèrent que la grève va pourrir.

Jeu dangereux. Car si les O.s. de Sandouville ont repris mardi le travail — seuls 300 professionnels du service d'entretien restent en grève — le mécontentement gronde chez Renault. 6 000 ouvriers du Mans ont subi des réductions d'horaire de 2 heures, les 20 000 ouvriers de Flins sont toujours lock-outés et, souvent, le calme apparent ne signifie pas acceptation passive. « Il n'y a pas eu de débrayages au Mans, explique Bernard Poirier, délégué central de la C.f.d.t. à Renault, car, compte tenu de la production qui est en amont des chaînes de fabrication, nous stockons au maximum. Si on débrayait, cela arrangerait la direction. Alors, nous préférons manifester à l'extérieur pour le paiement des lock-out. »

Pour 50 centimes

En s'entêtant dans une attitude intransigeante, les dirigeants de Renault et le gouvernement risquent de s'enferrer de plus en plus. D'autant que les O.s. de Renault ne sont pas les seuls à être mécontents, et à le dire. Chez Peugeot, la grève continue. A la Saviem, près de Caen, des débrayages se poursuivent, service par service, pour obtenir une augmentation de 50 centimes de l'heure. Et les dirigeants nationaux de la C.g.t. et de la C.f.d.t. ont eu jeudi à étudier la façon dont le mouvement revendicatif pouvait déborder le secteur de l'automobile. Partout, on attend que Georges Pompidou fasse montre de cette imagination et de cette générosité que, selon lui, on devait avoir pour régler le problème des O.s. Sans trop y croire.

MICHELE BACKMANN

Les commandos, côté coulisses

Cinquante militants appartenant au Parti socialiste et au Parti communiste ou syndicalistes C.g.t., réunis la semaine dernière à Saint-Etienne, ont ouvert le dossier des milices patronales. « Faits graves que nous avons voulu porter à la connaissance de la population et des pouvoirs publics », ont-ils déclarés en préambule. Briser le silence autour de ces milices qui ont agi à Saint-Etienne entre le 11 et le 21 avril, mais dont le champ d'action potentiel couvre toute la France, tel est l'objectif des interpellations déposées par la gauche à l'Assemblée nationale.

Les dossiers de l'accusation sont volumineux, les preuves multiples, car les milices patronales n'en sont pas à Saint-Etienne, à Sochaux, à Mulhouse, à leur coup d'essai. Les pouvoirs publics n'ignorent pas que des officines de recrutement se dissimulent dans toutes les villes importantes sous les raisons sociales anodines de « conseils en organisation du travail » ou de « conseils juridiques et fiscaux ». Des conseillers casqués, armés de manches de pioche, dotés de matraques, de chaînes de vélo et même de révolvers, entraînés dans des camps spéciaux, dont l'un se trouverait à Bart, près de Sochaux.

En fournissant ainsi aux employeurs des mercenaires au casier judiciaire souvent chargé, un général du cadre de réserve, Feutrier, dont l'officine a son siège social à Nice, accroît substantiellement sa retraite.

Volontairement ou tacitement, le patronat est complice de ces agents recruteurs. Le « Service de documentation sociale interentreprises » n'est-il pas, à Saint-Etienne, lié au Groupement interprofessionnel des chefs d'entreprise, filiale du C.n.p.f. ? L'agent recruteur de ce curieux « service de documentation » est un ancien lieutenant de la Légion étrangère, qui utilise de préférence des légionnaires démobilisés stationnant au camp de repos de La Ciotat. L'officine Furnon-Soric, constituée en 1971 à L'Horme, dans la Loire, donne à ce personnel très spécialisé une formation rapide d'O.s. et d'O.p.1, le munit de certificats en bonne et due forme pour qu'il soit prêt à jouer le rôle pour lequel il a été embauché.

La Soric, selon l'enquête menée par les syndicats, « comptait en 1972, un effectif de 120 personnes, dont 50 étaient domiciliées à Marseille ». La raison sociale de cette société est : location de machines-outils, location de main-d'œuvre, ingénieur-conseils. Elle est le principal fournisseur d'entreprises comme Peugeot, les Bennes Marel, Jacquemard, qui, à plusieurs reprises, ont eu recours aux mercenaires pour répondre aux revendications de leurs salariés.

Blessé et hospitalisé à l'hôpital stéphanois de Bellevue, l'un des hommes de main de Peugeot, Linès Fernandez, domicilié à Bevans, dans le Doubs, a parlé, avant d'être discrètement transporté dans l'Est : « J'étais en congé de maladie lorsque la mission me fut confiée. Avec deux camarades, Michel Boeltz et Dupont, nous avons loué une Simca chez Mattéi pour nous rendre à Saint-Etienne... » Quelle était la mission dont étaient chargés ces commandos dans la nuit du 11 au 12 avril ? Expulser le piquet de grève des deux usines Peugeot et s'emparer d'un certain outillage pour assurer, dans d'autres établissements ou en sous-traitance, la poursuite de fabrications interrompues.

Et Fernandez précisait également : « C'est après mai 1968 que furent embauchés par Peugeot les premiers « ouvriers » spécialisés dans le maintien de l'ordre. Les uns venaient de Nice, les autres de Paris. » La Nota et la Compagnie européenne d'organisation, située 38, rue des Bourdonnais, près du Châtelet, auraient servi d'agents recruteurs sur la région parisienne. Dans ces commandos d'hommes de main, on retrouve des militants d'extrême droite, des gens du syndicat C.f.t., des hommes du Sac. Salariés par l'entreprise qui les recrute, les mercenaires perçoivent une prime de risque de 300 F après chaque opération. Ainsi fonctionne un réseau dont le filet enserre maintenant toute la France.

ROBERT BUTHEAU

Les socialistes proposent

— Pour les travailleuses familiales.

Le rôle éducatif de la travailleuse familiale, essentiel auprès des familles inadaptées, est aujourd'hui reconnu. Il devient urgent que les pouvoirs publics examinent sérieusement leur situation et qu'un financement légal soit attribué pour leur activité. (Question écrite de Gérard Haeselbroeck).

— Frais de fonctionnement des tribunaux.

Les frais de fonctionnement des tribunaux sont actuellement à la charge des budgets départementaux, alors que le gouvernement avait annoncé qu'à partir du 1er janvier 1972 cette charge incomberait à l'Etat. Il est nécessaire que ce transfert soit effectif au 1er janvier 1974 et que, à la faveur du prochain collectif budgétaire, une subvention équivalente aux charges pour 1973 soit accordée aux départements. (Question écrite d'Arsène Boulay).

— Commémoration du 8 mai.

Le 8 mai n'est toujours pas retenu comme jour férié et chômé. Les associations d'anciens combattants estiment qu'il est anormal d'oublier ce qui a marqué une victoire sur les forces d'oppression. Les socialistes demandent que le 8 mai soit rétabli comme jour férié et chômé. (Question orale de Gilbert Faure).

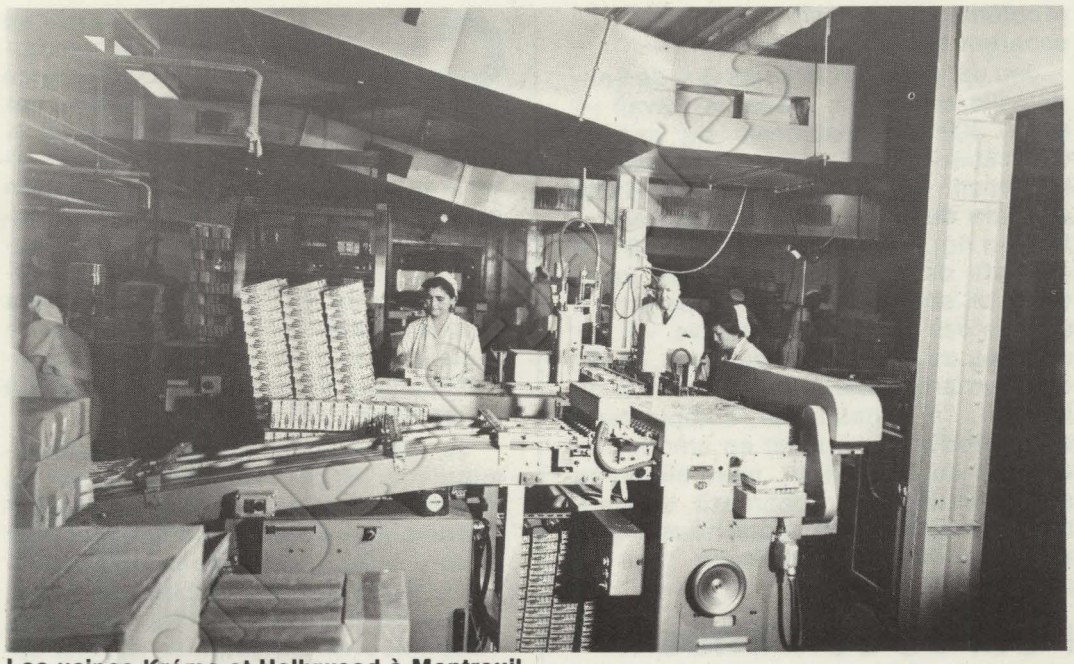
Ceux pour qui le sucre est amer

On sait que le Parti socialiste a décidé de lancer une grande campagne d'information sur les problèmes actuels du travail à la chaîne en France. « L'Unité » va contribuer chaque semaine à cette campagne. Dans notre dernier numéro, nous avons rappelé la situation générale des travailleurs immigrés. Christine Cottin décrit aujourd'hui les conditions de travail dans une grande usine de confiserie de la banlieue parisienne.

Sur le petit écran, le spectacle charmant d'une jeune mère ravie. Par son petit garçon ou par le moelleux bonbon « Régal'ad » qu'il mâchouille béatement ? La publicité ne le dit pas. Pas plus qu'elle ne parle de la rue de Rosny, à Montreuil-sur-Seine.

Là, une odeur douçâtre flotte dans l'air bien avant le numéro 283 où la société multinationale General Food-France ouvre son portail sur les usines Kréma et Hollywood. Des allées cimentées et des hangars tristes, une usine trop semblable à toutes les usines. Avec, en plus, cette odeur écœurante de sucrerie chauffée qui s'accentue à l'abord des bâtiments.

Parmi les ouvriers, 450 femmes, 350 ouvriers français et 186 travailleurs immigrés s'échelonnent en huit qualifications différentes, du manœuvre ordinaire (7,07 F de l'heure) à l'ouvrier hautement qualifié (O.h.q. : 10,50 F de l'heure). Chaque qualification est elle-même divisée en différents échelons suivant la capacité de production pendant un temps donné : 16 centimes de plus à l'un, 38 centimes de moins à l'autre, suivant une méthode bien connue. Depuis 1968, ils ont obtenu graduellement la suppression du travail au rendement, ce qui constitue, de leur propre aveu, une amélioration considérable. Avant, il suffisait d'une machine en panne, comme cela arrive souvent, et l'ouvrier n'était plus payé. La C.g.t., fortement représentée dans cette entreprise, ne cache pas que son objectif, maintenant, est de supprimer les échelons de qualification « Entre un ouvrier qualifié du 3e échelon et un O.s. 2, il y a une différence de salaire qui n'est pas justifiée par une différen-



Les usines Kréma et Hollywood à Montreuil.

400 millions de travailleurs contre les trusts

De notre correspondante au Chili

Une Assemblée intersyndicale mondiale s'est tenue à Santiago, du 10 au 15 avril, dans l'imposant édifice bâti pour la Cnuced en 1971. Cette rencontre avait été organisée à l'initiative de la Centrale unique des travailleurs chiliens (Cut) et comprenait des délégués de 70 pays, représentant quelque 400 millions de travailleurs.

Sur le plan international, les trois principaux organismes représentés étaient la C.m.t. (Confédération mondiale du travail), la F.s.m. (Fédération syndicale mondiale) et la C.i.s.l. La France, pour sa part, avait délégué Henri Krasucki, de la C.g.t., et Jacques Chérèque, de la C.f.d.t., dont les interventions respectives furent vivement applaudies. L'objet de cette vaste rencontre était non seulement d'échanger des informations et des opinions entre les divers pays représentés, mais de mettre sur pied une organisation qui permette d'établir, sur le plan international, un front de lutte commun contre l'impérialisme sous sa forme la plus opprimante : les grandes sociétés multinationales.

Si l'on fait le compte des consortiums actuellement existants, on s'aperçoit que plus de 7 000 maisons-mères ont réparti leurs filiales sur les cinq continents. Parmi elles, 34 % sont américaines, 23 % anglaises, 13 % allemandes, 7 % françaises et 6 % suisses. Il n'est guère besoin de rappeler que l'existence de ces entreprises tentaculaires affecte sérieusement les relations internationales, le commerce, les possibilités de développement économique et social, la souveraineté des Etats, les conditions de vie des travailleurs et leurs perspectives de lutte. En cela, le Chili est bien placé pour protester puisqu'il est, depuis 1970, la victime la plus spectaculaire des deux géants américains : la Kennecott et la firme I.t.t.

La Kennecott, refusant de reconnaître la nationalisation du cuivre chilien, n'a pas hésité à intervenir brutalement en demandant la saisie des stocks à leur arrivée en Europe. C'est justement la réaction des travailleurs français, allemands et hollandais, refusant de décharger les bateaux, qui a mis en évidence l'intérêt de la coopération internationale dans le domaine syndical.

Quant à l.t.t., les récents débats au Sénat américain ont mis en lumière le jeu pratiqué par elle en corrélation avec la C.i.a. Au Chili, en 1970, l.t.t. a essayé par tous les moyens d'empêcher l'arrivée au pouvoir de Salvador Allende. Après 1970, elle n'a jamais cessé d'agir pour qu'il soit renversé. Les délégués américains ont été les premiers à le reconnaître, allant même jusqu'à déclarer : « En acceptant cette invitation, nous avons accepté l'obligation d'aider à la lutte contre les sociétés multinationales. »

Les pratiques d'I.t.t. ne sont pas nouvelles. Un journaliste du « London Observer » vient de révéler comment cette firme avait aidé les nazis.

Après cinq journées de session, un certain nombre d'accords ont été conclus, des résolutions ont été prises dans le but de s'opposer à la puissance des consortiums internationaux. Il est à espérer que ce premier pas sera suivi d'une véritable organisation intersyndicale dans l'intérêt de tous les travailleurs.

JACQUELINE SORRET



La réalité quotidienne est moins souriante que sur cette photo publicitaire.

ce de pénibilité ou de compétence des tâches », explique un syndicaliste.

Au département Kréma, les ouvriers connaissent bien la fraîcheur moelleuse et mentholée d'un « Mint'ho », la saveur fruitée d'un « Régal'ad » — framboise, citron, orange, cerise — et la subtilité du parfum, mi-anis, mi-réglisse, d'un « Batna ». Trois fois par an, un effet, la direction leur offre un kilo de bonbons maison à chacun. Mais, pour eux, ces jolis sachets de gourmandise représentent surtout la chaîne qui impose sa cadence, 40 heures par semaine. Et, surtout, la chaleur infernale de la « boule », four cylindrique d'un mètre de diamètre dans lequel cuit la pâte des bonbons.

Le couperet tombe

Suivant la pâte fabriquée, le cuiseur est rempli de 95 à 120 litres de sirop ou de lait portés à une haute température, qui varie entre 120 et 145°. En cours d'ébullition, l'ouvrier doit ajouter la gélatine, la graisse ou le beurre, et le parfum spécifique au bonbon. « L'opération est délicate, raconte un ouvrier. Il ne faut pas intervertir l'ordre des mélanges, sous peine de gaspiller une fournée entière. » Il faut surtout prendre garde aux projections bouillantes qui ont parfois lieu : « Des ouvriers qui s'ébouillantent, cela arrive. Mais sans même parler des « accidents », il est difficile de travailler dans cette chaleur abominable. » En plus des calories dégagées par le cuiseur, les machines soufflent des jets de vapeur sous pression. Dans cette atmosphère étouffante, les ouvriers sont littéralement trempés. Comme par hasard, on y trouve surtout les travailleurs immigrés. Et chaque ouvrier doit mener à bien 34 fournées s'il est du matin et 30 s'il est de l'après-midi, pour la fabrication des « Régal'ad ».

Les autres postes de la chaîne, même s'il y fait moins chaud, ne sont pas meilleurs. A l'emballage, il y a une dizaine de jours, à cause de la précipitation des cadences, un ouvrier s'est fait couper un doigt. « Il a fallu cet accident pour que nous obtenions la pose d'un système de sécurité qui écarte les mains de l'ouvrier chaque fois que le couperet tombe », dit un syndicaliste de la C.g.t.

Dans le secteur Hollywood travaillent les « femmes blanches », dans un vacarme assourdissant. La gomme, qui arrive sous forme de plaque rectangle marronâtre, est transformée en une pâte rose qui s'étire en rubans sur des batteurs. Laminée à chaud, la pâte de chewing gum est découpée et enduite de poudre de sucre pour qu'elle ne colle pas. Au point d'emballage, les ouvrières débarrassent les plaquettes du superflu de sucre par un coup de pistolet soufflant, avant de les introduire dans la machine qui les avale et les rend empaquetés. L'atmosphère épaissie d'un brouillard de sucre est réellement pénible à respirer. Les ouvrières rivées à leur chaîne, de 6 h 15 à 14 h 15 ou de 14 h 15 à 22 h 15, sortent des ateliers vieillies de 10 ans, les cheveux et les vêtements entièrement blancs.

La cadence normale est de 150 boîtes de 20 paquets de chewing gum à l'heure. Les crises nerveuses ne sont pas rares. Pour atteindre le stade de 0.q.2 au 3e échelon, il faut pendant 6 mois avoir empaqueté 1 060 boîtes de 20 paquets en 7 h 30 de travail. Enfin, pour 100 ouvrières, il n'y a que deux remplaçantes. Il leur est donc difficile d'arrêter le travail plus de 10 minutes par jour. Quant à l'état sanitaire des toilettes et des vestiaires, une ouvrière le décrit en une grimace significative.

« Il n'y a que le rendement qui compte pour eux », résume un ouvrier. Et, chez Kréma comme dans beaucoup d'autres entreprises, l'homme n'admet plus d'être une machine à produire. Les patrons qui rêvent de générations mâchonnant du chewing gum à la chlorophyle et oublient ceux qui les fabriquent, risquent d'avoir bientôt un réveil difficile.

CHRISTINE COTTIN

Votre français vous échappe et la grammaire de votre fils n'y changera rien.

OFFRE SPECIALE 27,60 F



Il existe enfin une méthode simple pour maîtriser ce français utile dont vous avez besoin chaque jour.

"le français pour tous"
par Régine BURFIN

bon à découper et adresser à :

Veuillez me faire parvenir "LE FRANÇAIS POUR TOUS". Ci-joint 27,60 F (frais d'expédition compris), par chèque bancaire, chèque postal, ou mandat, à l'ordre de : INFORMATION 2000 - 32, rue Le Peletier - 75009 PARIS

Nom, Prénom.....

Rue..... N°.....

Ville..... Code postal.....

A contre-pied

Les "intégristes" se regroupent

Les « intégristes » du gaullisme resserrent leurs rangs et se partagent les tâches. Tandis que Pierre Lefranc, président de l'Association nationale pour la fidélité au général de Gaulle, multiplie dans « le Monde » les attaques à peine déguisées contre la déviation pompidolienne, Michel Debré installe, à deux pas du Palais Bourbon et du siège de l'U.d.r., une permanence où son ex-directeur de cabinet, Michel Herson, continuera à le seconder. L'ancien ministre de la Défense nationale veut à la fois voyager à travers la France et écrire un livre de souvenirs sur ses rapports avec le Général. Quant à l'amicale parlementaire Présence et Action du gaullisme, dont les effectifs sont tombés de 70 à 39 après les dernières élections, elle doit désigner la semaine prochaine son nouveau président en remplacement de Charles Pasqua, qui a lui-même été battu à Levallois.

Licenciement politique

André Cabon, candidat suppléant du Parti socialiste dans la circonscription de Morlaix II, travaillait depuis 19 ans comme technicien à la Fédération nationale des producteurs de plants de pommes de terre. Celle-ci vient de le licencier, en invoquant comme motif des nécessités de réduction du personnel. Motif peu sérieux, puisque Cabon avait été prévenu verbalement avant les élections qu'il serait licencié à la reprise de son travail.

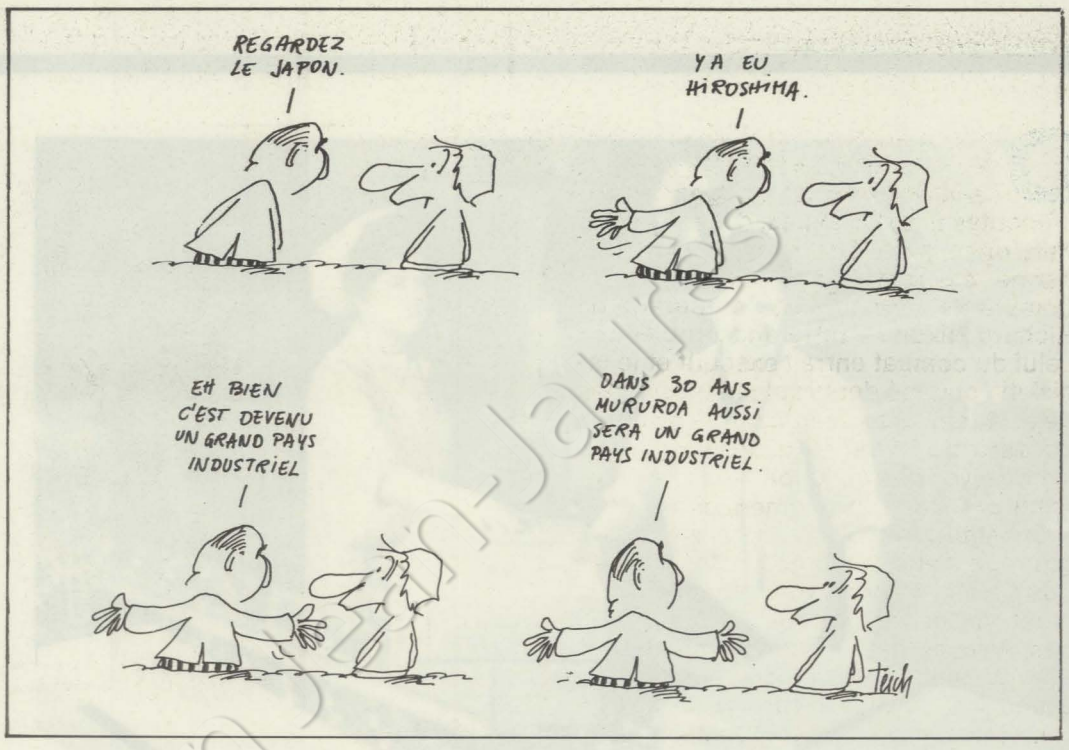
La fédération socialiste du Finistère, le Pc.f., le P.s.u. et l'Union démocratique bretonne ont publié à Brest un communiqué commun, dans lequel ils protestent contre ce licenciement en déclarant qu'il s'agit « d'une répression politique. De tels procédés portent une atteinte grave à la liberté politique individuelle et au droit de chaque homme de choisir librement ses opinions et de les exprimer ».

Tout en déclarant qu'elles « n'ont aucune compétence pour apprécier l'opportunité de comprimer les effectifs », les quatre organisations soulignent que « les critères d'ancienneté, de qualification professionnelle et de charges familiales doivent être pris en compte. Or ils sont tous favorables à M. Cabon ».

L'erreur de Conte

C'est un P.d.g. bien désabusé que les télespectateurs ont vu l'autre soir à la nouvelle émission d'Yves Mourousi, Feux croisés. Sans rechigner, Arthur Conte a reconnu que la majorité des télespectateurs n'avait guère apprécié le bouleversement des horaires auquel, trois semaines plus tôt, il avait procédé d'autorité. Et qui aboutissait, par exemple, à interrompre brusquement une émission-débat comme Les Dossiers de l'écran pour faire place au Journal de 22 heures d'Inf 2 et à... la tranche publicitaire qui le précède.

Faute d'avoir pris les avis nécessaires, Arthur Conte a dû reculer — « Je recule rarement, a-t-il dit, mais quand je recule, je recule vite ». Pourtant, il a commis, dans cette affaire, un faux pas qui l'enfonce un peu plus dans la disgrâce dont il est l'objet depuis quelques semaines. Nommé à la tête de l'O.r.t.f. par la volonté de Georges Pompidou, il a déplu à celui-ci à la fois par ses rodomontades, qui sont allées jusqu'à laisser entendre à quelques journalistes qu'il pourrait être appelé à succéder à Pierre Messmer, et par les quelques velléités d'indépendance qu'il a manifestées, notamment pendant la campagne électorale. Les choses vont d'autant plus mal qu'Arthur Conte a d'assez mauvais rapports avec le nouveau ministre de l'Information, Philippe Malaud, qui ne dissimule pas sa volonté d'exercer une tutelle directe sur l'O.r.t.f. Affaire à suivre.



La bombe à tout prix

Le vice-Premier ministre néo-zélandais ne semble pas avoir obtenu plus de succès que son collègue australien en demandant au gouvernement français de mettre fin aux essais nucléaires dans le Pacifique. Mainteneurs du gaullisme, au moins au niveau de la bombe atomique, ni Jobert ni Galley ne semblent prendre très au sérieux la menace de rupture des relations diplomatiques exprimée par les représentants des deux pays du Commonwealth. Ceux-ci ne sont pourtant pas les seuls à protester. Le Mouvement de la Paix vient d'éditer une affiche signée Jean Effel et Claude Delorme, député socialiste des Alpes-de-Haute-Provence, demande au ministre des Affaires étrangères « s'il ne juge pas opportun l'arrêt des expériences nucléaires prévues dans le Pacifique et qui suscitent la légitime protestation des pays de cette région ».

Les Allemands et la publicité

L'Allemagne fédérale est un des pays les plus en avance au monde pour la protection des consommateurs contre la publicité abusive. De nouvelles mesures vont être soumises au Bundestag sur le marquage des produits à l'emballage et contre la publicité abusive. D'autre part, la publicité pour le tabac sera sévèrement réglementée.

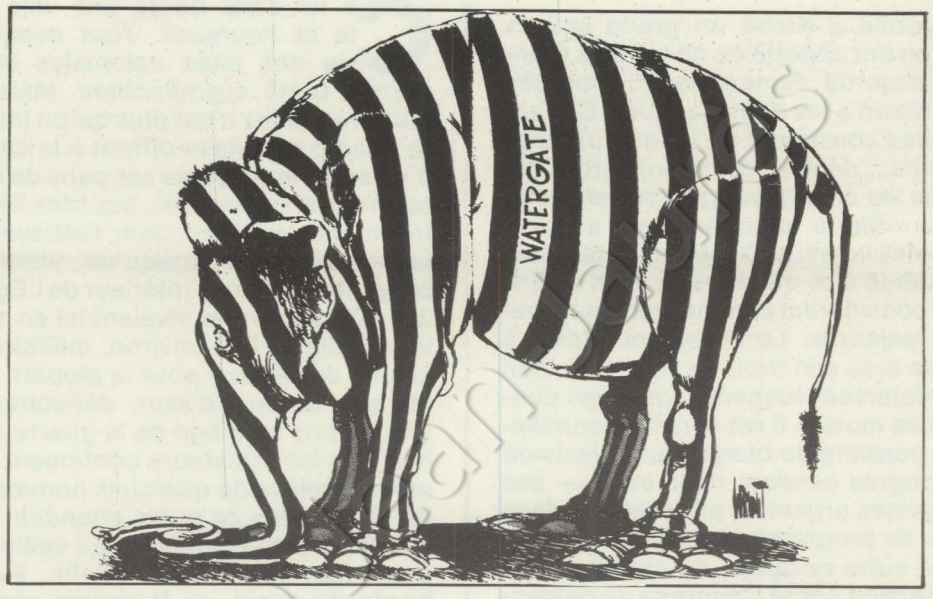
Le plus original tient dans la lutte contre la publicité abusive. L'interdiction d'induire en erreur le consommateur conduira à ne plus porter, dans un texte publicitaire, l'indication de qualités que le produit ne peut comporter, compte tenu des connaissances scientifiques actuelles. Ainsi, on ne pourra plus dire d'un produit alimentaire qu'il est « naturel » ou « garanti pur », l'accroissement de la pollution ne justifiant plus ces affirmations.

Quant aux produits de beauté, défense, en vertu de la même règle, d'en promettre le succès assuré, notamment lorsqu'ils offrent aux personnes âgées la perspective d'une nouvelle jeunesse. La vérité devient ainsi la fin des espérances ou des illusions. Mais à quand une telle protection pour le consommateur français ?

Un éléphant couvert d'éclaboussures

Derrière la tentative d'etouffement de « l'affaire Watergate » — le cambriolage, accompagné de pose d'écoutes téléphoniques, des locaux du Parti démocrate lors de la dernière campagne électorale, opération mise au compte de membres de l'entourage de Richard Nixon — un grand problème : celui du combat entre l'exécutif et le législatif, engagé depuis plusieurs années déjà. Autant que l'éléphant — symbole du parti de Nixon — pataugeant dans la boue, voilà en question finalement l'avenir des institutions américaines, de la « Constitution », qui repose sur un rigoureux équilibre des pouvoirs — ce que tout le monde sait — et sur, finalement, un cas de conflit, la suprématie des Assemblées — ce qui est moins connu. Car le Congrès est « le plus haut grand jury du pays », comme l'a rappelé Raoul Berger, historien et spécialiste du droit constitutionnel, professeur à l'université d'Harvard.

Dans l'affaire, le sénateur démocrate Sam Erwin, de la Caroline du Nord, est au premier plan de l'actualité. Ce vieux monsieur bien propre réussit — miracle de la mentalité américaine — a être à la fois le défenseur le plus intrépide des libertés constitutionnelles et un adversaire résolu de l'intégration des Noirs ; l'esprit libéral a, aux Etats-Unis, de ces étranges découpages. Mais le sénateur Erwin dispose d'un bon cheval de bataille. Le Congrès est excédé de l'autoritarisme de Nixon, qui est qualifié par les



élus de « prétentieux » et de « suprêmement arrogant ».

La plupart des grands pays de tradition démocratique « bourgeoise » connaissent la même crise, à l'exception — pour le moment — de la Grande-Bretagne, la « mère des démocraties », et de l'Allemagne, qui a appris par l'expérience que la démocratie est bien le moins mauvais des régimes. Depuis que les Etats-Unis sont engagés dans la politique mondiale, c'est-à-dire en fait depuis le président Roosevelt, l'exécutif a progressivement empiété sur les pouvoirs du législatif. Lorsqu'il y avait coïncidence entre la majorité présidentielle et la majorité parlementaire, c'est-à-dire en fait lorsque les démocrates détenaient à la fois la Maison Blanche et le Congrès, les choses allaient à peu près. Encore que le Président devait prendre ses précautions : John Kennedy a fait la fortune de Lyndon Johnson en le choisissant comme vice-président, parce qu'il était bien connu comme un de ceux ayant le plus d'autorité sur les sénateurs.

Mais la situation n'est pas la même. Entre le républicain Nixon et un Congrès démocrate, les relations devaient être difficiles. Et elles le sont d'autant plus que si les élections de l'automne dernier

→

Israël embarrasse Pompidou

Les relations franco-israéliennes passent par une nouvelle phase de tension. L'objet de ces difficultés ? Les suites de la vente à la Libye du colonel Khadafi d'une centaine de Mirage, sur la base d'un contrat qui a maintenant trois ans et qui fut une des actions d'éclat du triumvirat Pompidou-Debré-Schumann.

Le ministre des Affaires étrangères israélien, Abba Eban, a convoqué l'ambassadeur de France pour l'informer de la certitude qu'avaient acquise les services secrets israéliens de la présence des fameux Mirage sur des terrains militaires égyptiens. Or la France avait subordonné l'exécution du marché à l'assurance que les appareils ne seraient jamais intégrés dans le système militaire entourant Israël.

Le contrat n'avait d'ailleurs été rendu possible que parce que, pour le gouvernement français, la Libye ne faisait pas partie des pays du « champ de bataille ». L'argument avait été d'autant plus facilement contesté que le colonel Khadafi ne cessait de proclamer sa volonté de combattre les Israéliens et qu'ensuite une union politique et militaire avait été amorcée entre son pays et celui du président Sadate. Enfin, on avait paru se faire à l'idée que les Mirages libyens faisaient partie d'un monde à part, d'un îlot neutralisé dans la chaudière du Proche Orient.

Cependant les Israéliens ont suivi ces appareils à la trace. D'autant plus que le concours de la France à la formation de l'aviation libyenne, tant civile que militaire, s'est développé. Le dramatique incident de l'avion commercial libyen abattu récemment au-dessus du Sinaï a permis à l'opinion publique de savoir que du personnel français travaillait pour le compte des autorités de Tripoli.

La réponse officielle du gouvernement français est qu'aucune preuve n'a été apportée par Israël à l'appui de ses affirmations. Nous risquons de rester sur notre faim, car l'action des services secrets devant par définition rester secrète, on voit mal comment le dossier pourrait être vraiment rendu public. Mais il reste qu'une fois encore rebondit une affaire significative de la conduite du gouvernement français : l'embargo se justifie à partir du moment où il est total et non relatif. Or, Michel Debré s'était fait le courtier des industries militaires françaises, surtout lorsqu'elles appartiennent au secteur privé. Le marché avec la Libye avait été, de ce point de vue, une excellente affaire. Comme certains marchés avec le Portugal ou l'Afrique du Sud, les armes de fabrication française pouvant indifféremment servir à soutenir la lutte des Arabes qui est qualifiée d'anti-impérialiste, et celle des partisans de l'apartheid, qui reçoit d'autres qualificatifs. Dans ces conditions, la crédibilité du gouvernement français est toujours sujette à caution.

C.F.

Un éléphant couvert d'éclaboussures

ont donné à Nixon un grand succès, elles en ont apporté un non moins grand à la majorité démocrate du Congrès.

Or Nixon a les dents longues. Ses adversaires constatent qu'il poursuit deux objectifs : décider comment seront dépensés les crédits budgétaires et protéger la liberté d'action de l'exécutif contre les votes du Congrès. En fait, porter atteinte à ce que tous les élus américains considèrent comme leurs prérogatives majeures. Le Président utilise à tour de bras son droit de veto, qui, bien que seulement suspensif, paralyse pendant des mois — il est constitutionnellement possible de bloquer une décision du Congrès pendant deux ans ! — des entreprises urgentes, par exemple dans le cas de programmes sociaux.

Une autre occasion de conflit réside dans le droit que le Congrès a de demander le témoignage des fonctionnaires fédéraux. La procédure de la commission d'enquête est une des plus puissantes à la disposition des élus. Et ils ne se privent pas de l'utiliser, pour le meilleur comme pour le pire — par exemple, lors de l'offensive McCarthy au début de la guerre froide. Nixon essaie d'obtenir que les gens qui travaillent pour le compte de la Présidence, c'est-à-dire à la fois son entourage et les 2 500 000 fonctionnaires fédéraux, bénéficient d'une sorte de droit de secret en face des investigations du Congrès. Le sénateur Edmund Muskie, une des gloires du Parti démocrate, a sur le sujet mis longuement sur la sellette l'attorney général Richard Kleindienst, en la circonstance porte-parole de l'exécutif.

Cette crise de la démocratie américaine agite assez profondément la partie politisée de l'opinion et la presse lui donne une grande place depuis plusieurs mois. Nixon vient d'accepter un premier recul, en se résignant à « épurer » plusieurs hautes personnalités de son entourage, dont son confident John Mitchell, ancien ministre de la Justice. Mais cette concession, si elle est importante, ne changerait rien au fond du problème si elle ne servait que de moyen pour démobiliser l'opinion, charmée par la franchise et la loyauté du Président. Les débats budgétaires actuels montrent bien, en effet, que l'essentiel est ailleurs et que le président Nixon, qui aurait appris du général de Gaulle les secrets de l'action politique, doit soupirer d'envie devant les facilités que la pratique accorde à Georges Pompidou.

CLAUDE FUZIER

L'impasse du ni guerre ni paix

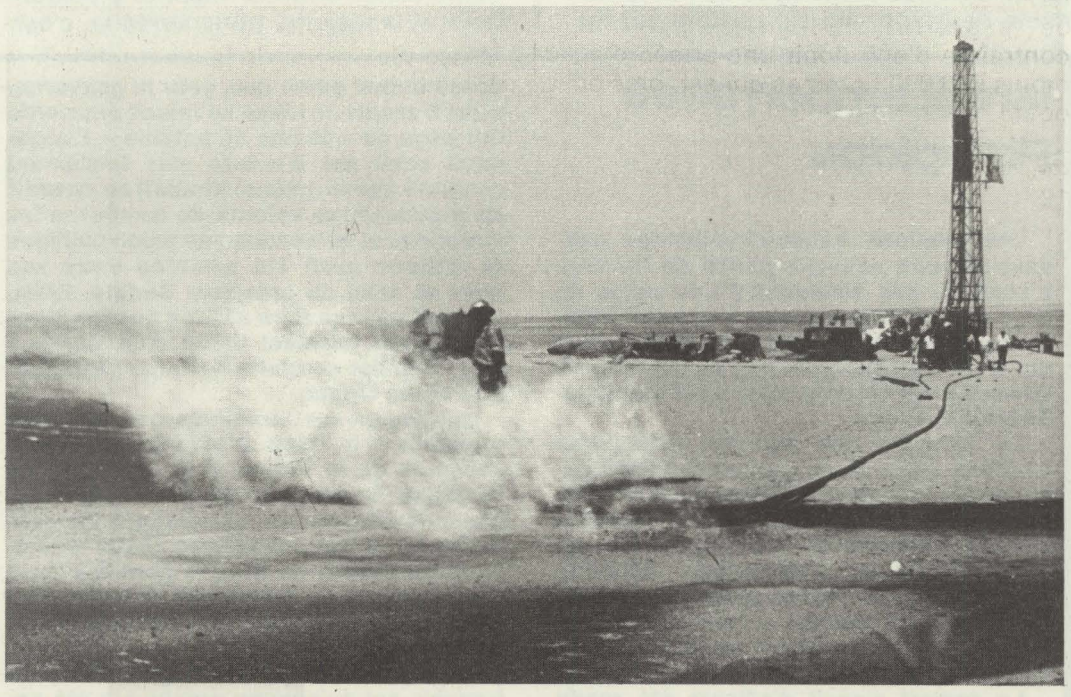
Ce fut sans doute une ville riante et heureuse. Tout évoque la vie des cités coloniales et des grands ports cosmopolites. Mais, aujourd'hui, Suez n'est plus qu'un immense champ de ruines offrant à la caresse d'un soleil implacable ses pans de murs, ses magasins éventrés, ses toits béants. Un immense désert dont l'effrayant silence surprend lorsqu'on vient des bruyantes cités de l'intérieur de l'Egypte. 260 000 personnes vivaient ici en 1967 ; il en reste 10 000 environ, militaires ou clients de l'Armée pour la plupart. Dans la rade couleur d'azur, dérisoires, les cargos pris au piège de la guerre et sur lesquels les armateurs continuent à assurer la relève de quelques hommes qui ne savent plus ce qu'ils attendent.

Les soldats égyptiens qui veillent un peu plus loin, à Port-Tewfik, sur les bords du canal, ne le savent pas non plus. Ils ne se dissimulent pas plus que les sentinelles israéliennes que l'on peut voir là-bas, sur l'autre rive, où le drapeau frappé de l'étoile de David flotte comme un défi. Deux d'entre elles, remarquant ces civils insolites que constitue le petit groupe de journalistes étrangers autorisés à visiter les lieux, font de grands gestes de la main. Notre présence est un événement pour ces hommes qui, depuis le cessez-le-feu, il y a trois ans, s'observent jour et nuit à portée de fusil.

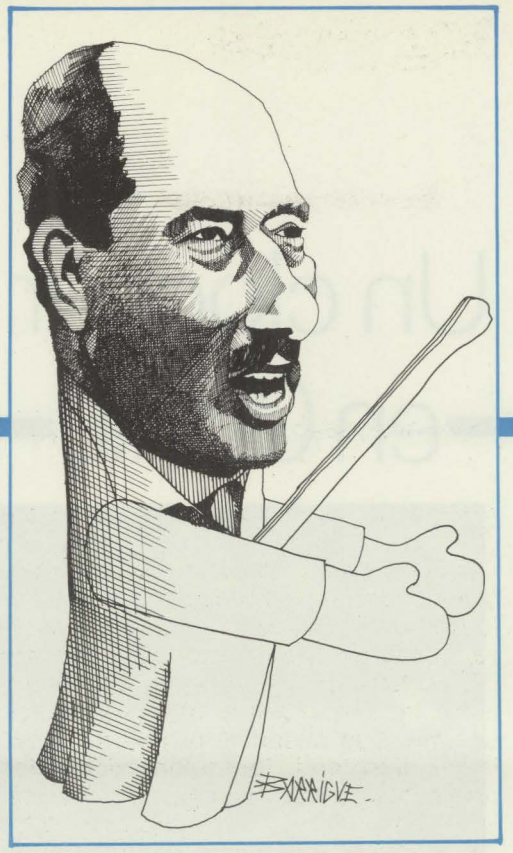
A 150 km de là, au-delà d'un désert où, à perte de vue, les installations militaires tentent vainement de se dissimuler, on donne, dans les ambassades, les grands hôtels et les salons du Caire, de brillantes réceptions. Les touristes, qui reviennent ici depuis un ou deux ans en cohortes bruyantes et voyantes, peuvent-ils imaginer ce qui se passe à Suez ? Le Caire leur offre le spectacle d'une fourmilière qui, nuit et jour, s'agite. La merveilleuse beauté du Nil, les trésors artistiques de tous les temps masquent la misère d'immenses quartiers populaires. Dans le centre et les quartiers résidentiels où se construisent d'orgueilleux immeubles de béton, une bourgeoisie nostalgique étale ses robes du soir et ses smokings dans de fastueuses soirées.

Perche à Israël

Et pourtant, le Caire est aujourd'hui, comme toute l'Egypte, frappé du mal qui a ruiné Suez : les suites de la guerre des Six Jours, ce qu'on nomme en Egypte « l'état de ni guerre ni paix ». L'impasse. La perte du Sinaï et de ses richesses minérales, la fermeture du canal de Suez ont porté un coup terrible à l'économie. Pourtant, l'Egypte a, dans une certaine mesure, réagi à ce coup : 6,3 millions de tonnes de pétrole étaient produites en 1966 dont 4,2 dans le Sinaï ; on en produit aujourd'hui 20 millions sans le Sinaï. La production industrielle est passée de 1663 millions de livres égyptiennes en 1965 à 2313 en 1970 (dernier



Gisement de pétrole dans le désert du Fayoum.



chiffre connu). Le taux de croissance est en passe de rattraper son niveau de 1966 (6,5 %). Le tourisme a repris depuis 1970 avec une telle ampleur que, cette année, l'hôtellerie, qui s'est laissée surprendre, ne peut faire face à la demande.

Ces résultats, aussi encourageants soient-ils, ne peuvent empêcher que l'Egypte soit aujourd'hui dans une situation économique et financière catastrophique. Le budget voté le 10 janvier a été annuié le 11 février et remplacé par un « budget de guerre » que la notion de « secret militaire » permet de ne pas publier — ce qui arrange bien le Pouvoir. La hausse des prix a été de 12,5 % en 1972. L'Etat manque de devises et est tributaire des fonds — secrets, mais énormes — que lui verse notamment la Libye ; ce qui, dans l'hypothèse de l'union entre les deux pays, serait une arme de poids entre les mains du colonel Kadhafi. Découragée sous Nasser, la politique d'émigration est aujourd'hui encouragée. Mais, c'est surtout « l'exode des cerveaux » qui s'accélère vers l'Amérique du Nord et l'Australie, tandis qu'une émigration temporaire de travailleurs peu qualifiés commence à s'instaurer vers des « pays frères » comme la Libye ou le Koweit.

Bien sûr, le taux d'augmentation démographique (2,5 %), qui apporte chaque année 900 000 habitants de plus à ce pays qui en a déjà 35 millions, contribue à aggraver le mal. Mais la cause déterminante de la situation, c'est « l'état de ni guerre ni paix ». L'Egypte est contrainte d'entretenir une armée d'au moins 500 000 hommes qui est, on s'en doute, un véritable gouffre financier.

Or, aucun espoir de voir se transformer la situation n'apparaît. Au début de 1971, alors qu'il venait de prendre le pouvoir, le président Sadate a effectivement tenté d'arriver à un accord avec Israël. Il était prêt pour cela à des concessions que, sous l'effet du choc qui a suivi la mort de Nasser, il pouvait alors se permettre ; les meilleures sources, au Caire, nous l'ont confirmé. Mais ni Israël ni les Etats-Unis ne l'ont compris. En tout cas, ils n'ont pas saisi la perche qui leur était tendue. Au contraire, Washington a livré de nouveaux Phantom à l'Etat hébreu, exaspérant l'opinion égyptienne qui en est venue à haïr davantage les Etats-Unis qu'Israël.

« Non seulement il est immoral, mais il est à la longue dangereux de bafouer, d'humilier, de désespérer un peuple,



Le président Sadate et le colonel Kadhafi.

comme l'Occident continue de faire avec l'Egypte », m'a dit un diplomate occidental. Pour le moment, ce peuple ne réagit pas. Il est comme pétrifié. « Que disent, que pensent les milieux populaires ? », ai-je demandé partout. « Rien », m'ont répondu les meilleurs observateurs. Hors de l'intelligentsia et du monde étudiant, il ne paraît pas y avoir d'opinion publique. Les masses s'emploient à résoudre les problèmes sans cesse plus aigus de la vie quotidienne. Elles subissent passivement leur situation tragique. Lorsqu'on voit des gens courir et crier dans toutes les rues du Caire en brandissant des étoffes rouges, au point que la circulation en est rendue encore plus difficile que d'habitude, ce n'est pas pour faire la révolution, mais pour... célébrer le succès d'une équipe de football prestigieuse.

Pourtant, les dirigeants savent qu'il suffirait de peu de chose pour que tout change et qu'éclate l'expression d'un mécontentement aujourd'hui latent. Mais que peuvent-ils faire dans le tragique état d'impuissance auquel est soumis leur pays ? Depuis le discours prononcé le 26 mars par le président Sadate, le mot d'ordre cent fois répété chaque jour est celui de « confrontation totale ». C'est en vue de cet objectif que le Président a pris les pouvoirs de Premier ministre et remanié le gouvernement. Depuis, de grandes campagnes d'explication répercutent dans le pays les thèmes à l'ordre du jour.

Il s'agit de préparer la « bataille inéluctable ». Ceux qui le souhaitent peuvent comprendre : la guerre. Mais en haut lieu — et pas seulement en haut lieu — on sait qu'étant donné l'attitude des Américains et celle des Soviétiques, la guerre ne pourrait aboutir qu'à un nouveau désastre. D'ailleurs, lorsqu'il fait des déclarations belliqueuses — comme dans une récente interview à l'hebdomadaire américain « Newsweek » — le Président ne manque pas de les assortir du rappel que « l'Egypte poursuit ses efforts diplomatiques ». Aussi, en vue de la « bataille » et sous le signe de la « confrontation totale », parle-t-on surtout de la nécessité « d'édifier le pays ». On mobilise ainsi les énergies sur les tâches intérieures.

Dans quel sens ? Il s'agit d'abord de rassurer et de stimuler la petite bourgeoisie, les classes moyennes sur lesquelles Sadate s'est appuyé en arrivant au pouvoir. A la faveur du remaniement ministériel, les derniers ministres de gauche ont été évincés. Les masses sont apathiques, la grande bourgeoisie vit sur son passé, les étudiants sont « matés ». Il ne faut pas risquer de mécontenter ce petit monde de bien-pensants — fonctionnaires, petits commerçants, notables du régime — sur lequel repose aujourd'hui l'Etat.

Cette classe aspire à la paix et s'inquiète du modernisme sous toutes ses formes. Le parti unique est toujours l'« Union socialiste arabe ». Mais il n'a plus de socialiste que le nom. Plus encore que sous Nasser, il confond d'ailleurs « socialisme » et « étatisation » — c'est-à-dire capitalisme d'Etat. En outre, ces « bons Egyptiens » nourrissent leur conservatisme social de conservatisme religieux. Humiliés par les Grands, ces pieux musulmans avides de respectabilité entendent sans déplaisir les appels enflammés du colonel Kadhafi en faveur d'un Islam pur, dur et conquérant. On voit reparaître — surtout en milieu étudiant, où ils affrontent les marxistes sur les campus — les Frères musulmans, ces fanatiques fascisants et intégristes que Nasser avait décapités en 1954.

Est-ce là le signe du réveil futur d'une Egypte encore étourdie par le choc de 1967 ? On pourrait alors s'en inquiéter. Pourtant, sur les bords du Nil, d'Assouan à la mer, le fellah continue, impassible, son jardinage millénaire. Il en a déjà tant vu...

AIME SAVARD

Un clocher en Ovalie

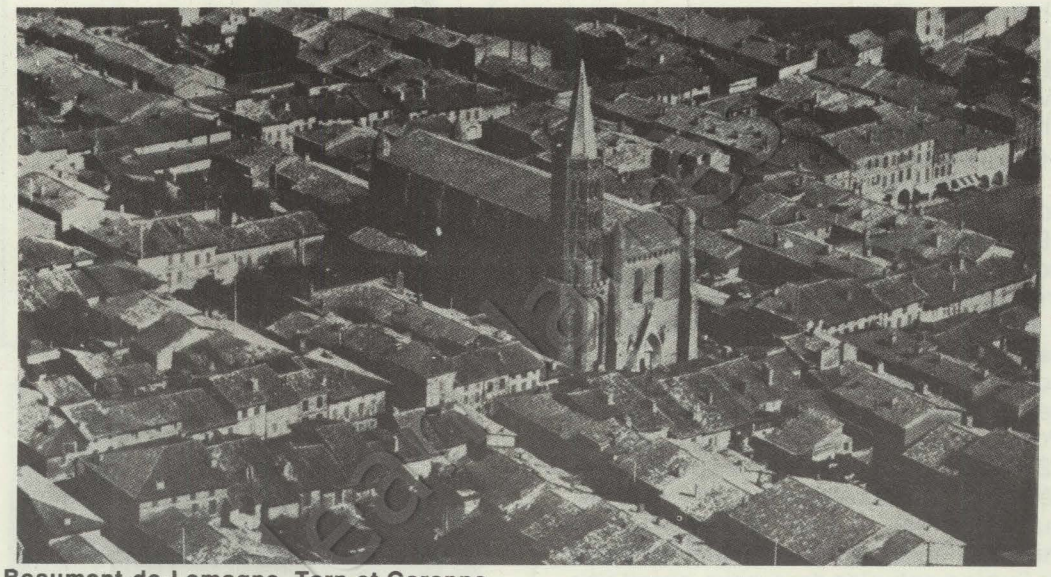
« Ici, monsieur, c'est la guerre de religions. Enfin, presque ». L'homme qui parle, un paysan, a un sourire amusé. Ses yeux pour dire : ne me prenez pas au sérieux, ses lèvres pour que l'on ait envie de le croire. De sa ferme, on voit Beaumont, lieu de la « guerre ».

Ce n'est qu'une histoire de rugby. Une de ces histoires dont on parlera ici durant des années, pour frémir, comme le font les enfants lorsqu'ils parlent du loup. « Ici », il s'agit du Stade beaumontois, de sa future équipe, de Max Barrau et de son éventuel retour — avec ses trois frères.

Et à l'angle de la place Gambetta et de la rue Pierre-Fermat, les supporters se retrouvent, se parlent, haussent la voix, bougent les mains. « C'est que manquer la messe n'a aucune importance ici. Alors que manquer un match... » Il y a ceux qui disent oui, ceux qui disent non, ceux qui disent oui mais... Tous parlant, bien entendu, dans l'intérêt de leur équipe.

Car, pour les 4 000 habitants de Beaumont-de-Lomagne, dans le Tarn-et-Garonne, l'équipe première de leur club est leur équipe. Un bien propre, dont on a l'usufruit, la gestion, la responsabilité, la possession. Mais c'est aussi une passion, une école, un souvenir. En même temps qu'une chanson de geste. Une des dernières en cette époque de moteurs à explosion.

Beaumont est un bourg presque oublié de l'Histoire. Planté sur les collines par des moines au XIIIe siècle, ce fut une ville riche — elle comptait déjà 4 000 habitants lorsque Toulouse n'en avait que 30 000 — et libre : ses franchises étaient exceptionnelles. Puis, au moment où son histoire « se confond avec



Beaumont-de-Lomagne, Tarn et Garonne

l'Histoire de France », la ville dont les tisserands avaient fait la richesse devenait un bourg de commerçants et de retraités. Le pays conservait, avec ses paysans, le goût de la liberté — il vote à gauche — et de l'air pur, cette volonté occitane de « prendre la parole », de dire à l'autre que l'on existe, de s'affronter — courtoisement — à lui. Pour cette terre d'hérétiques, d'échange, de droit écrit, d'entraide, il n'y avait qu'un moyen de dire son existence : le sport. Car tout le reste se disait à Paris, se faisait à Paris, se décidait à Paris. Et il n'y avait qu'un seul sport pour tout cela, le rugby.

C'est qu'ici les hommes ne sont pas des « vertébro-machines » ou des « manchots », comme dans « le Nord ». Ils ont des mains, agiles à prendre la balle, à la sauver, à la protéger. Une tête pour réfléchir et anticiper. L'amour du combat, du corps à corps. Le sens de l'équipe, le goût de la feinte. Bien sûr, les journaux leur disaient les sports pratiqués dans le reste de l'hexagone. Des sports officiels, ressortant davantage du Quai d'Orsay, de l'Académie française ou des Arts et métiers. Mais il ne pouvait être question ici d'un sport « universel ». Le football, avec son monolithisme semblable à celui de l'Eglise catholique romaine, ne pouvait s'ancrer chez ces hérétiques. Il leur fallait un sport où se retouvent les forts et les légers, les rusés et les flegmatiques. Un sport que l'on puisse adapter, marquer du génie d'un peuple.

Ballons en chocolat

En 1903, une première équipe fut créée à Beaumont. Entre ces paysans malins, mais fidèles, et le rugby, ce fut le coup de foudre. En silence — la capitale est loin — le jeu « anglais » conquit le Sud-Ouest, le Midi méditerranéen. A l'abri de

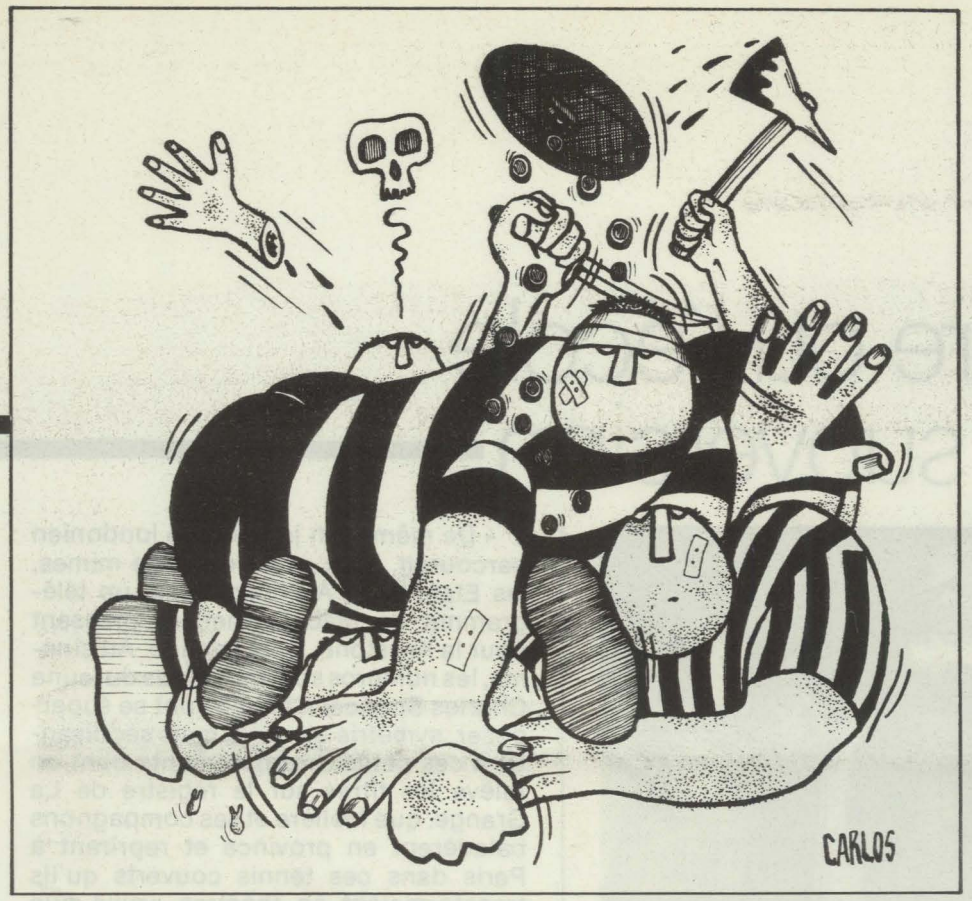
Note de lecture

Les étudiants et la politique

Ils sont descendus dans la rue pendant la guerre d'Algérie, en 1958 et en mai 68. Depuis, chaque année, la population les regarde mener leurs mouvements de grève et s'étonne, mi-inquiète, mi-admirative, de les voir si « politisés ». Mais qui sont-ils exactement, ces étudiants ? Que cherchent-ils, au-delà de leur mot d'ordre permanent : non à la sélection ? Pourquoi deux Unef (Union nationale des étudiants de France) ? Qu'est-ce que le Marc (Mouvement d'action et de recherche critiques) ? Existe-t-il un projet politique capable de rassembler la majorité d'entre eux, des « gauchistes » aux inorganisés ?

A ces questions, curieusement, aucun livre, jusqu'ici, n'avait tenté de répondre. La lacune est enfin comblée avec l'ouvrage de Jean-Paul et Claudine Bachy : « Les étudiants et la politique » (U Prisme, éditions Colin). Les auteurs ont été, il n'y a pas si longtemps, au cœur de l'action politique et syndicale en milieu étudiant, puisque Jean-Paul Bachy fut, de 1968 à 1971, secrétaire général de Démocratie et Université. Ils demeurent des militants. C'est ce qui explique la sûreté de leur information.

Le lecteur curieux des choses de l'Université ne sera pas déçu. Mais ce livre dépasse de beaucoup le simple souci d'une bonne vulgarisation. Par ses tableaux statistiques, par ses fiches signalétiques concernant les forces en présence — syndicales et politiques — par l'abondance des documents, manifestes et textes d'analyse, empruntés aux meilleurs journalistes, il offre un instrument de travail indispensable à tous ceux qui croient que la crise de l'institution scolaire est d'abord un problème de civilisation.





Le Stade beaumontois en 1908.



En 1973.

la publicité, dans les villes et les villages, les équipes apprenaient, grandissaient. Jusqu'au jour où elles innovèrent. Le jeu « français » était né.

Le Stade de Beaumont faisait comme les autres : il grandissait. Et la ville « couvait » son équipe. Aujourd'hui, 500 supporters ont leur « carte ». Il y a des bals pour l'équipe, les lotos, les bons de soutien. Il y a dans la vitrine du pâtissier, sous les arcades de la place, des ballons ovoïdes en chocolat à la place des œufs traditionnels. « Midi olympique » — le journal du rugby — a « installé » sa vente. Bientôt, le siège du club sera terminé. Il aura fallu du temps, car les artisans locaux le font gratuitement, à temps perdu. Tout cela pour pouvoir, le lundi matin, tutoyer les joueurs, parler du match, le critiquer. Mais en parler comme un joueur, en disant « nous » et en faisant vraiment partie du nous.

Pourtant, il fallait d'abord assurer le succès. C'est difficile, en ces temps d'économie de marché pour une aussi petite ville. Alors, on commença avec les jeunes. Pas ceux de 18 ans, mais les tout jeunes, les poussins, ceux qui jouent à 8 contre 8 ; les benjamins, ceux qui jouent à 10 contre 10 ; les minimes, déjà grands puisqu'ils sont 15 ; enfin, les cadets et les juniors.

Pour 4 000 habitants, il y a 120 inscrits à l'école de rugby — 120 jeunes qui rêvent de l'ovale, et qui veulent jouer le dimanche. Comme les grands. Or il n'est pas toujours simple de leur trouver des adversaires. Alors, les dimanches sans match, les « petits » pleureront.

C'est sur ces jeunes que Beaumont a bâti son équipe. Et, sur les 15 joueurs de l'équipe première, 12 sont du cru. Ayant grandi dans le club, par le club, choyés et portés par toute leur ville, les « garçons » ont du cœur au ventre. Et l'amour du maillot. Ils jouent pour le plaisir, et pour l'équipe. Et ils gagnent, souvent. En 9 ans, ils n'ont perdu que trois matchs devant leur public. Et ils sont « tombés », en huitième de finale, pour un point... Par fatigue, car ils avaient, tous, joué tous les matchs. C'est dur, pour un petit canton, de fournir 15 joueurs d'équipe première, plus les remplaçants.

Pour compenser, on se défonce. Pour le maillot, pour les autres, pour le symbole. Pas pour l'argent. Tout le monde ici le sait. Bien sûr, le club a un rôle « social ». Et alors ? Puisqu'aujourd'hui tout se paie, même l'eau, pourquoi ne pas aider les « petits » ? Mais les aider comme ils le méritent, en pensant à l'avenir. Et la ville contemple, fière, heureuse, ses enfants : non seulement ils jouent, mais ils le font avec talent.

L'humour du biscornu

Bien sûr, il y a le rêve. Celui d'être plus fort, de gagner plus facilement, d'arriver aux premières loges. « Mais nous ne sommes pas Béziers, ici » : le rêve a ses limites. Reste le miracle. Et c'est au nom de ce miracle que s'est développée « l'affaire Barrau ». Max est un enfant d u pays, formé par le club. Un jour, il est parti, pour Toulouse. Et ses frères ont suivi. Aujourd'hui il pourrait, il voudrait — que ne dit-on pas ? — revenir. Mais il y a le passé, les malentendus, les mots — cela compte. Seulement, sa présence, ce serait le miracle possible. Alors, la fièvre monte, les voix se font plus fortes.

Le Français moyen, assis devant son poste de télévision, a pu, lors d'un match international, trouver Barrau génial. Il a pu avoir les doigts qui lui démangent. Croire, le temps d'un match, que lui aussi... Mais cela n'a pas suffi pour qu'il comprenne la passion de cette petite ville.

Car, pour lui, le rugby, c'est tout d'abord « France-quelque-chose ». Passée la Loire, le rugby, c'est « quelque chose contre 15 joueurs ». Ici, une équipe de France, c'est une construction de l'esprit, un jeu intellectuel. Mais pas une réalité. C'est trop grand, la France. La Grande-Bretagne l'a bien compris, avec ses 4 sélections « régionales ». Alors que « l'équipe de France », ce sont des joueurs qui viennent de Béziers, de Dax, de Narbonne. Et, sur le stade, ils « sont » Béziers, Dax, Narbonne. Ils ont, sous le maillot tricolore, les couleurs de leur club, ils parlent avec l'accent, parfois en patois, ce mot exécrable qu'emploient les Parisiens. Ils jouent à la catalane, à la landaise, pas à la française. Leur jeu a l'accent et le génie de leur terre. Dans un Paris fasciné leurs supporters font du folklore. Mais le silence du Parc des Princes, avant un match international, n'égalera jamais celui d'une finale. Dans l'un, il y aura 15 joueurs contre une équipe nationale ; dans l'autre, il y aura deux équipes, deux villes. Dans cet ancien pays de droit écrit et de liberté communale, seule la ville compte.

Et quoi de plus adapté que ce ballon biscornu pour dire la joie de vivre, la force, l'humour ? La ténacité et la patience, aussi. Alors, la fête peut naître. Pour les joueurs et pour les spectateurs. Car, pour qu'il y ait fête, il faut qu'il y ait égalité. Si, mis en appétit par les demi-finales — elles auront lieu le 6 mai — vous assistez un jour à une finale, vous comprendrez. De très sérieux spécialistes ont dit que le sport était peu pratiqué en milieu rural. Ailleurs, certainement, mais pas « en Ovalie ». A Beaumont, il y a des paysans dans l'équipe première. « Et ils ne sont pas pollués », disait un des dirigeants du club, pour expliquer que sa mêlée tenait. Dans la capitale de l'ail, cela n'étonne personne.

GUY PERRIMOND

Molière ou l'école de la subversion

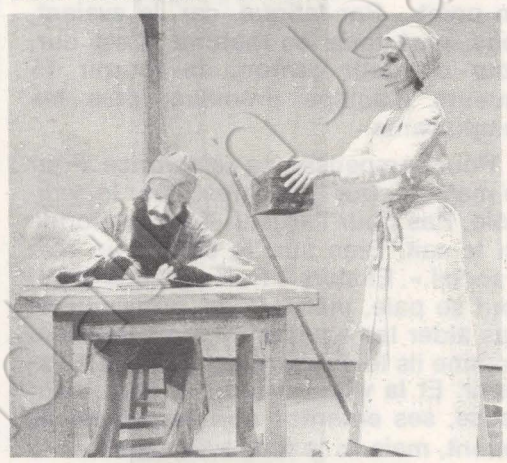
1673 : Jean-Baptiste Poquelin, dit Molière, 51 ans, meurt au cours d'une représentation du « Malade imaginaire ». 1973 : trois-centième anniversaire de la mort de Poquelin ; « année Molière ». Sept pièces reprises par la Comédie française, dont deux dans une nouvelle mise en scène (« Le bourgeois gentilhomme » et « L'école des femmes ») ; ces spectacles partant prochainement en tournée pour l'U.r.s.s. et la Grande-Bretagne ; ce Théâtre français a prévu ensuite pour juin-juillet prochains une tournée dans le sud-ouest de la France, calquée sur celle qu'effectuait il y a trois siècles « L'illustre Théâtre », la troupe de Molière... En octobre à Paris, au Pavillon de Marsan, sera inaugurée une exposition Molière. On émettra un timbre, on frappera une médaille, l'O.r.t.f. lancera sur les ondes des émissions de commémoration, il y aura une journée Molière dans les établissements secondaires. Des colloques se tiendront à l'Unesco en présence des plus grands dramaturges de notre époque (Gorgio Strehler, Beno Besson, etc.) ; Jean-Louis Barrault présidera une table ronde autour du thème « Molière aujourd'hui »... Partout, les jeunes troupes vont par les routes célébrer Molière : au Havre, le Théâtre de la Salamandre a créé « La Vie de Jean-Baptiste Poquelin, dit Molière » ; dans la région parisienne, le Théâtre de l'Unité a signé un « Molière toujours vivant », doublé de multiples animations et interventions dans les rues ; à Dôle, le Théâtre populaire jurassien a joué « Molière 73 » de Christian Liger. Enfin, Roger Planchon répète actuellement un Molière que le T.n.p. va, en mai-juin, aller présenter, entre autres, au Chili au cours d'une tournée sud-américaine.

Jamais Molière n'aura été autant que cette année une « marchandise culturelle », jamais il n'aura autant été « notre contemporain ». La commémoration et ses officialités peuvent expliquer la quantité. Mais comment apprécier cette qualité qu'est la résistance à l'érosion du temps et des modes artistiques ? Un auteur, un metteur en scène et un comédien peuvent nous aider à percer ce mystère.

Jacques Audiberti, homme de théâtre, jongle avec l'analogie (dans son livre « Molière », éditions de l'Arche) : « Au théâtre, il a gagné sa vie, sa mort. Il les a bien gagnées. Jamais il ne s'est démenti. Jamais il ne nous a trompés, jamais.



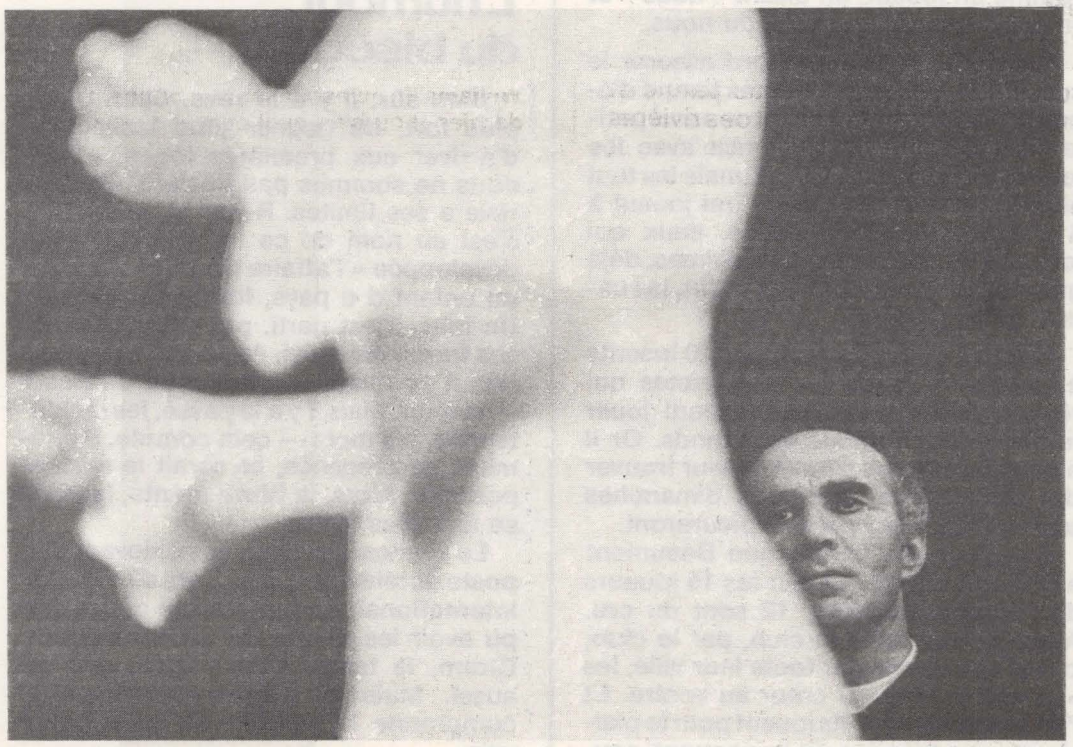
Jean Dasté dans « L'Avare ».



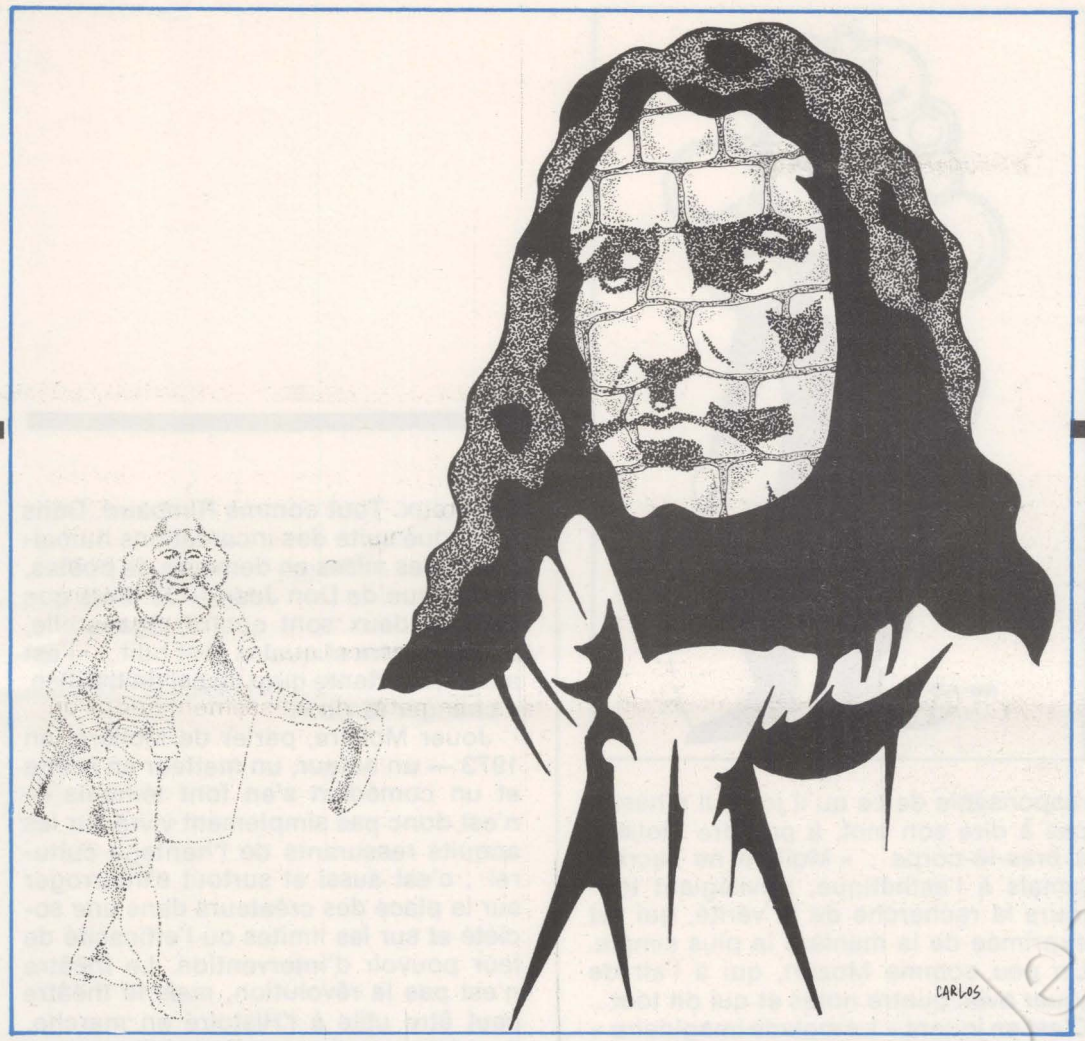
« La vie de Jean-Baptiste Poquelin », dit Molière

« De même, un jeune pitre londonien parcourait, avec une troupe de mimes, les Etats-Unis. A Philadelphie, un télégramme de Mac Sennett le pressant pour la Keystone. Il est engagé. Au cinéma, les numéros spasmodiques du jeune Charles Spencer Chaplin vont se superposer, symétrie abusive, mais séduisante, à ces petits divertissements dont on relève les titres sur le registre de La Grange, que Molière et ses compagnons baladèrent en province et reprirent à Paris dans ces tennis couverts qu'ils transformaient en théâtres, vaille que vaille. De ces courts métrages ne restent que les noms, « Plan Plan », « Les Indes », « La Casaque », « Le Fin Lourdaud »... Toute une série est dédiée aux démêlés de Gros René, grimacier malingre masqué de farine croûteuse, avec Gorgibus, père de Madelon, géant ventru, gueulard, charbonneux, celui-là même que Charlot doit sans cesse affronter dans les quarantes bobines du type « Charlot et la choucroute » ou « Charlot grande coquette », et puis sur des bandes de trois cents mètres, à Essanay Films, et dans celles de la Mutual, plus importantes, et tout au long de « La ruée vers l'or », qui fut sa déclaration d'indépendance.

« Deux de ces petits divertissements, « Le médecin volant » et « La jalousie du Barbouillé », se dégagent du grouil-



Michel Piccoli dans « Le Misanthrope ».



lement anonyme des pantalonnades italiennes qui nourrissaient les compagnies nomades. De même, du lot des comédiettes mécaniques du début, « Charlot soldat » et « Une idylle aux champs » surgissent avec netteté.

« Désormais défileront « Pèlerin », « Misanthrope », « Le gosse », « Tartuffe », « Femmes savantes » et « Lumières de la ville », jusqu'à ces « Feux de la rampe » et à cette « Ecole des femmes » qui retracent, en termes coïncidants, la même écorchure sabrant l'âme de l'homme, par excellence animal de théâtre, toujours en arrière, toujours au-delà.

« La ruée achevée, toutes les portes forcées, l'or conquis, chaque parole et chaque cabriole engendrant des rivières de commentaires extasiés, Molière et Charlot, néanmoins, dans l'unité d'une vie opérante et homogène où les allers sont les retours, Molière et Charlot se raccordent sans la moindre césure à la lointaine silhouette originelle, que l'un et l'autre dilatèrent jusqu'au plus fabuleux rayonnement. »

Molière, Charlot, même combat donc. Et surtout même apprentissage : dans l'anonymat des planches, à la dure école de la « manche » et des cachets de misère. Voilà qui met à mal, et définitivement, la thèse en forme d'imposture de la génération spontanée des génies ! Molière ne mit pas moins de trente-sept ans à apprendre son métier !

Quant à la dimension — prétendument spontanée, elle aussi — du talent du comédien, elle n'est qu'illusion mensongère : Molière n'a jamais été capable d'apprendre les stances du « Cid ». Jean-Baptiste Poquelin et Charles Spencer Chaplin ont fabriqué leur art de même manière : de pérégrination en pérégrination, d'exil en exil, de déboires en déboires, de patientes recherches en découvertes... La maîtrise fulgurante qui, dans la nuit des temps, semble ordonner leurs œuvres n'est faite que de la décantation patiente des premières incohérences.

Marcel Bluwal, homme de télévision, metteur en scène, s'élève contre les clichés, lui aussi : « En faisant de Molière cet « homme de bon sens » qu'il n'était évidemment pas, on nous vaccine contre la « folie » d'un auteur qui a, en fait, la puissance d'un voyant !

Pour mieux frapper

« J'ai découvert ce que cachaient les mots : un Molière génial et conscient de son génie, qu'il camouflait pour des raisons de prudence. Car il fallait plaire avant tout et, à l'époque, délivrer un message ne pouvait faire vivre. Il a donc su concilier la nécessité de réussir, à travers des amusements destinés à lui gagner Paris — et ne dépassant pas le plus souvent le niveau d'un chansonnier supérieur — et de dire ce qu'il avait à dire, même si pour cela il empruntait les fables des autres — comme « Don Juan ».

Pour pouvoir être en pleine lumière un disciple de Gassendi, un traducteur de ce bréviaire du matérialisme qu'est le « De Natura Rerum » de Lucrèce, pour être l'ami de tous les esprits forts, pour mettre sur scène l'athéisme (dans « Don Juan »), pour ridiculiser l'hypocrisie des dévots (dans « Tartuffe »), pour dénon-

→

Cinéma : Faux et usage de faux

Qu'il adapte Shakespeare et Tennessee Williams (« Jules César », « Soudain l'été dernier ») ou bien qu'il consacre aux gens du spectacle ses deux chefs-d'œuvre, « Eve » et « La comtesse aux pieds nus », Joseph Mankiewicz ne cache jamais l'immense passion qu'il a pour le théâtre. Ainsi son dernier film, l'excitant « Le limier », en présente-t-il toutes les apparences extérieures : le rideau rouge qui monte au début du film et se baisse sur l'épilogue comme dans le « Petit théâtre » télévisé de Jean Renoir, l'importance du dialogue et le monopole sans partage qu'en ont Laurence Olivier et Michael Caine, l'unicité du lieu scénique, la construction où il n'est pas difficile de retrouver les 3 « actes » traditionnels... Tout cela pourtant sans que le cinéma y perde jamais ses droits.

C'est qu'à vrai dire l'ancien collaborateur de Lubitsch semble plus intéressé par ce qui, dans le théâtre, est faux-semblant, ou mieux : jeu des apparences ; ce n'est pas un hasard si le générique défile sur fond de maquettes de scène — voilà pour le théâtre — et si échecs, billard, labyrinthe, automates, fléchettes, déguisements, puzzles, etc. — voilà pour le jeu — envahissent le manoir du « Limier ». Les différentes parties du film se renvoient l'une à l'autre avec subtilité dans le jeu que se donnent les deux héros, l'aristocratique Anglais et le coiffeur pour dames italien, amant de la femme du premier à ses moments perdus. Une partie de go en trois manches, où chacun mise son intelligence, ou sa dignité d'homme, ou tout simplement sa vie. Un jeu où chacun engage le maximum et triche s'il le faut. Voilà pourquoi ici tout est truqué, histoire à double fond située dans la Maison du Chinois...

Non pas que Mankiewicz considère le théâtre comme une tricherie : si le théâtre triche, c'est que la vie triche, c'est que la société — la société anglaise, en l'occurrence — n'est que trappes, chausse-trappes et carton-pâte. La supériorité de départ de l'un des deux personnages est d'appartenir à l'establishment ; le handicap de l'autre, de ne pas détenir les bonnes clés pour y entrer, les bonnes cartes du jeu : l'arbre généalogique enraciné sur les bords de la Tamise, l'accent d'Oxford... Le grand conflit du « Limier » ne se livre pas entre un mari et un amant : c'est un affrontement où un homme de la gentry, volontiers méprisant, xénophobe et qu'on imagine bien soutenant Enoch Powell, a défié le petit immigrant italien, ce métèque parvenu. Un duel de classes qui, joué individuellement, ne peut avoir de véritable vainqueur.

S.R.

Molière ou la subversion



cer la frivolité des classes montantes (dans « Le bourgeois gentilhomme »), bref pour observer son temps et y prendre librement parti, Molière n'a dû avoir cesse de louvoyer entre tous les obstacles et de franchir toutes les embûches que dressaient contre lui de puissants ennemis. Il n'a tenu qu'à une faveur royale — déclinante, mais constante — que Molière puisse faire son métier : de fait, comme les théâtres subventionnés d'aujourd'hui, économiquement dépendants du pouvoir en place, il a dû séduire pour mieux frapper.

De Brecht, il avait avant l'heure la ruse et l'efficacité. Paradoxe indispensable ! S'il ne s'était pas donné l'image et les apparences d'un « super-valet royal », s'il n'avait pas fait semblant d'être « Le dernier des bouffons fidèles »,il n'aurait jamais pu survivre, donc écrire. Ses bagarres pour être pensionné ressemblent étrangement au combat d'Ariane Mnouchkine pour être subventionnée. Il agissait à l'égard du prince de Conti, son protecteur, comme agit Roger Planchon aujourd'hui à l'égard de Maurice Druon : donne-moi une partie de ta bourse pour soulager ta conscience, j'en divertirai le peuple ! Les divertissements ainsi financés et troussés n'égaillent pas toujours les gentils financiers. « Don Juan » et « Tartuffe » par leurs remous n'ont guère réjoui le roi. « La langue au Chat » n'a point plu à Duhamel... et voilà comment les créateurs de tous temps gagnent leur liberté contre les régimes autoritaires.

Technicien-outil, acteur comme on dit, Michel Bouquet s'est toujours refusé à être un instrument passif. Se sentant responsable de ce qu'il joue, il n'hésite pas à dire son mot, à prendre Molière à bras-le-corps : « Molière ne sacrifie jamais à l'esthétique, privilégiant toujours la recherche de la vérité, qui est exprimée de la manière la plus simple. Un peu comme Mozart, qui a l'air de jouer avec quatre notes et qui dit tout... C'est en jouant « Le malade imaginaire » que j'ai compris la nécessité d'interpréter Molière dans une optique moderne... Plus que de l'art dramatique, il révèle ce domaine poétique du « dérèglement de tous le sens » dont parle Rimbaud, et son théâtre est celui de la dimension éclatée. Molière est un homme qui prend la vie sur la scène et qui la rosse, afin de voir jusqu'où il peut aller pour aider les autres ».

Ainsi est balayée la docte mais ridicule sentence de Jean-Jacques Rousseau, qui voulait voir dans le théâtre de Molière « une école de vices et de mauvaises mœurs ». Bien au contraire, l'art de Molière ne consistait qu'à grossir les défauts et les mensonges, qu'à enlaidir le peu supportable afin de faire naître chez son public d'autres aspirations, d'autres besoins. Susciter, appeler à de nouvelles inventions, hurler à la modification, dénoncer comme maudit l'ordre des choses en place, Molière l'appelait de tous ses vœux. Tout comme Rimbaud. Dans la longue suite des incantations humaines et des mises en demeure de poètes, la réplique de Don Juan (« Je crois que deux et deux sont quatre, Sganarelle, et que quatre et quatre sont huit... ») est aussi importante que l'appel rimbaldien, « changer la vie ».

Jouer Molière, parler de Molière, en 1973 — un auteur, un metteur en scène et un comédien s'en font témoins — n'est donc pas simplement vivre sur les acquits rassurants de l'héritage culturel ; c'est aussi et surtout s'interroger sur la place des créateurs dans une société et sur les limites ou l'efficacité de leur pouvoir d'intervention. Le théâtre n'est pas la révolution, mais le théâtre peut être utile à l'Histoire en marche. Il y a dans « Le bourgeois gentilhomme » des pages entières de mise en garde contre la bourgeoisie, et Jean-Paul Marat ne fera que les paraphraser quand il avertira le peuple français contre les traîtres à la solde du consul Bonaparte. Il y a, dans « Têtes rondes et têtes pointues » de Brecht, des avertissements contre le nazisme qui aurait pu être entendus dès 1933. Il y a, dans « Par-dessus bord » et « La demande d'emploi » de Michel Vinaver, des démonstrations qui devraient appeler toutes les vigilances.

La production artistique n'est pas un pavé ; mise au service des hommes, elle peut être un état de veille dressé contre tous les marchands de sommeil. Molière était un veilleur, ni plus ni moins. Jacques Audiberti l'a très bien résumé : « Molière n'est au-delà de rien, mais rien n'est au-delà de lui. »

JEAN MONTAGNARD

Télé-sélection

VENDREDI 27 AVRIL

Suite de la trilogie de Marcel Pagnol : « Fanny ». (20 h 30, ch. 2).

SAMEDI 28

Biraud, Carmet, Balutin, etc. jouent Courteline : « Un client sérieux » (20 h 30, ch. 3).

Reportage sur le Pentagone (21 h 30, ch. 3).

Joan Baez et Guy Bontempelli à Discorama (22 heures, ch. 1).

DIMANCHE 29

« Le monde de Juan Gris » : à la naissance du cubisme, un peintre espagnol ami de Picasso (21 h 30, ch. 2).

D'Ingmar Bergman : « Persona » (22 h 30, ch. 2).

LUNDI 30

Une très jolie comédie musicale de Gene Kelly, avec Claude Bessy : « Invitation à la danse » (20 h 30, ch. 3).

Jean Daniel, Melville parlant de romans policiers et un débat sur Céline à Ouvrez les guillemets (21 h 25, ch. 1).

MARDI 1er MAI

Un western antiraciste de Martin Ritt, « Hombre », avec Paul Newman (20 h 30, ch. 2).

Bienvenue à... Michel Simon (21 h 35. ch. 1).

MERCREDI 2

« I viccolo di madama Lucrezia » d'après Prosper Mérimée, dans une réalisation de Pierre Badel. Vers 1820, à Rome, un jeune Français est confronté au fantôme, encore amoureux, de Lucrèce Borgia (20 h 30, ch. 2).

Colette racontée par Colette (21 h 45, ch. 1).

JEUDI 3

Françoise Rosay et la toute jeune Simone Signoret dans « Macadam » (21 heures, ch. 1).

Magazine 52 : les guérillas aux Philippines, les savants dans un laboratoire volant (21 h 30, ch. 3).

L'Amérique retourne à la terre



Au pays de Ralph Nader et des ménagères organisées contre la hausse du bœuf, les problèmes de l'environnement ont pris depuis dix ans une allure publique. La presse écrite et parlée, les hommes politiques, l'opinion et d'innombrables associations spécialisées en discutent ouvertement et interviennent, avec succès souvent, dans les décisions prises. Quelques exemples permettent de mieux comprendre l'ampleur de ce nouveau débat américain, qui est intervenu au cours de la dernière campagne électorale de façon beaucoup plus forte que l'imaginent les Européens obnubilés par la personne de Richard Nixon.

Premier exemple : celui de la pollution de l'eau, qui est une réalité dans tous les pays industriels. L'eau rare, l'eau chère, l'eau produit de luxe, ce ne sont pas des affirmations qui ne doivent avoir cours qu'au milieu du Sahara. L'accumulation des déchets — les rivières et la mer sont devenues les égoûts de nos sociétés — et l'augmentation de la consommation, tant industrielle que ménagère, sont à l'origine de cette situation.

La côte ouest des Etats-Unis est une des plus menacées. La Californie est le paradis en expansion, c'est-à-dire que l'expansion tue peu à peu le paradis. Au nord, les Etats du Washington et de l'Orégon sont les victimes de leur forêt : le bois et ses dérivés sont paradoxalement parmi les grands pollueurs.

En Californie, la lutte est engagée. Des centaines de milliers d'Américains combattent pour le « Clean Water ». Partout apparaissent le long de la cité des installations de traitement des eaux, surmontées de la pancarte bleu et blanc de ce Clean Water. Cela va des iniatives individuelles, comme ce ménage de Newport qui a créé un refuge pour les poissons et les oiseaux, à celles des municipalités, comme à San Diego. A Los Angelès, une campagne a été menée, avec meetings et interventions télévisées, par une femme, Ellen Stern Harris, qui a été si efficace qu'un des responsables du port a pu constater avec émerveillement que « les poissons revenaient ».

La ville de Seattle, dans l'Etat de Washington, a dépassé 145 millions de dollars pour rendre propre son port. Dans l'Oregon, le gouverneur Mac Call a promulgué un décret réduisant le nombre de bûches qui peuvent être transportées par la voie fluviale : on avait constaté que les débris arrachés par les chocs des trains de bois détruisaient, en se décomposant, l'oxygène de l'eau des fleuves et de l'océan et faisaient disparaître la faune marine.

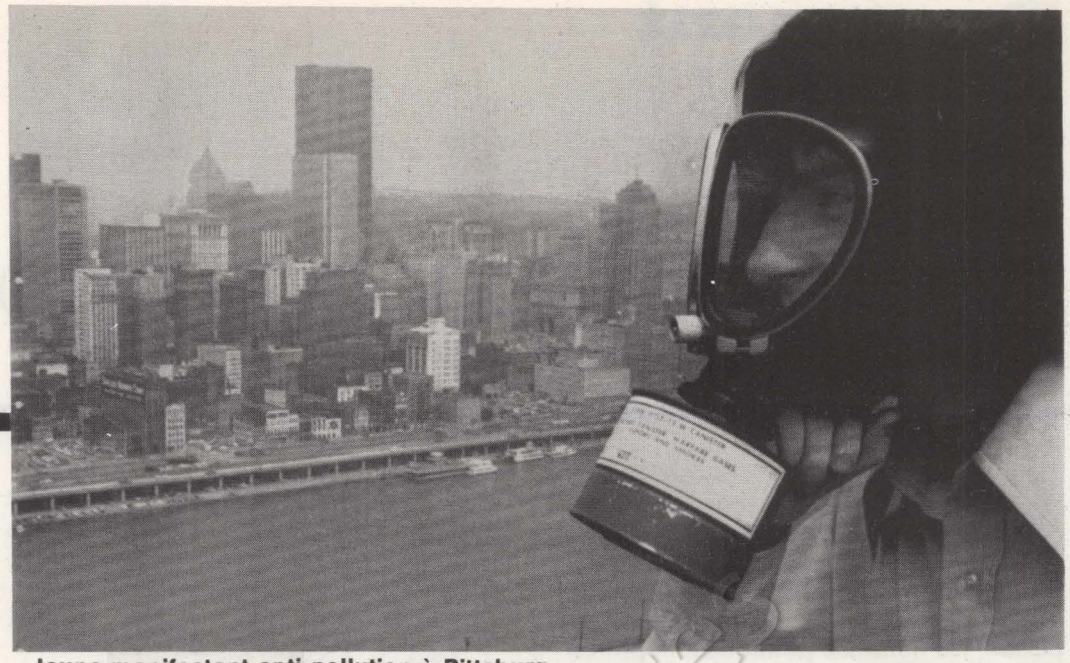
Nixon et l'eau pure

Les élections américaines, traditionnellement, sont non seulement l'occasion de se prononcer sur des candidats, mais encore de voter des lois ou de répondre à des questions présentées en termes de référendum. Le fait qu'à la dernière consultation — qui vit Nixon l'emporter à la présidence — on a éprouvé le besoin de consulter les électeurs sur la pollution de l'eau en Californie et dans le Washington, souligne combien le personnel politique est sensible à l'intervention populaire. Dans les deux cas, il s'agissait de mettre un peu d'ordre dans la floraison des initiatives et des pouvoirs souvent contradictoires, par la création en Californie de commissions régionales et dans le Washington d'un Bureau d'Etat, qui existe d'ailleurs déjà dans l'Orégon.

Cette bataille s'est portée au niveau national et a provoqué un conflit entre le président Nixon et le Congrès américain. Ce dernier, très frappé par le courant apparu dans le pays, s'est prononcé l'année dernière, à partir d'une proposition présidentielle, pour un plan d'ensemble d'une grande ampleur. Le Sénat a adopté, par 74 voix contre 0, et la Chambre des représentants, par 366 voix contre 11, un texte sur la lutte contre la pollution de l'eau, qui prévoit une dépense de 24,6 milliards de dollars pour les trois prochaines années fisca-

→

L'Amérique retourne à la terre



Jeune manifestant anti-pollution à Pittsburg.

→

les, soit un montant trois fois plus élevé que celui proposé par la Maison Blanche.

Ce document ambitieux prévoit la fin de la pollution des eaux pour l'année 1985. Deux étapes sont fixées : jusqu'en 1977, les industries auront à mettre en place le système le plus « praticable » pour la destruction de leurs déchets polueurs. Le terme « praticable » a été utilisé dans cette étape pour tenir compte du niveau actuel de la technologie dans le domaine des équipements antipolluants et des possibilités réels de l'industrie, notamment lorsque les équipements sont insuffisants ou anciens. En revanche, à partir de 1977, il faudra appliquer toutes les techniques les plus nouvelles et les plus coûteuses. Des sanctions très lourdes sont prévues : amendes de 25 000 dollars par jour et, pour les responsables d'entreprises publiques, un an de prison.

La loi prévoit également que les municipalités engageront 18 milliards de dollars ; 25 % de cette somme à leur charge et à celle des Etats, 75 % à la charge du Budget fédéral. Elle définit enfin de façon très précise les matériaux polluants et la quantité de chaleur tolérable pour les eaux des rivières et des lacs.

Le sénateur démocrate Edmund Muskie a présenté ce texte comme le « moyen d'éliminer le cancer de la pollution de l'eau » et, devant l'accueil réservé de Nixon, a ajouté que si le veto présidentiel lui était objecté, « le temps le plus précieux serait perdu dans une bataille où le temps est l'atout de notre avenir ». Le Président décida en effet d'opposer son veto au texte parlementaire, mettant ainsi en branle une procédure qui peut retarder de deux ans l'adoption définitive du projet. Il avançait évidemment l'argument de l'équilibre budgétaire. Cependant, et malgré les pressions — habituelles dans les mœurs américaines — que subirent les congressistes de la part de la Présidence, le Sénat, par 52 voix contre 12, et la Chambre, par 247 voix contre 23, confirmèrent leurs premières décisions.

Stop aux "jets"

Une autre grande occasion de débat est le transport aérien. Ce n'est pas seulement pour ennuyer Georges Pompidou que Concorde se voit interdire le ciel américain. Si de gros intérêts sont en jeu, les réactions de l'opinion publique sont un atout dans l'affaire pour les défenseurs de ces intérêts. Dans d'autres occasions, cette opinion joue dans un autre sens. En voici un exemple avec ce qu'il faut bien appeler le drame des aéroports américains. Ces aéroports sont parmi les sources de nuisance les plus visibles, ou plutôt les plus bruyantes. Or, l'augmentation du transport aérien est un des éléments de la vie contemporaine. On a estimé à 183 millions le nombre de voyageurs ayant fréquenté les aéroports américains en 1972, soit 13 millions de plus qu'en 1971. Les prévisions pour 1982 sont de 485 millions de voyageurs : le double de la population américaine.

Les Etats-Unis sont équipés de 12 000 aéroports, mais plus de la moitié d'entre eux sont de petites surfaces, des champs aménagés, inutilisables par les avions du transport commercial. Le problème est donc posé d'en construire de nouveaux ou d'agrandir ceux qui existent. Mais l'extension des aéroports actuellement existants se heurte à des obstacles souvent insurmontables.

D'abord, le prix de revient. L'extension de l'aéroport international de Newark, dans la région new-yorkaise, est estimée à 400 millions de dollars. Le prix du terrain dans les zones urbaines devient souvent prohibitif. Pour agrandir, par exemple, la superficie de l'aéroport de Chicago, il faudrait acheter du terrain à 125 000 dollars l'acre.

Et surtout on se heurte aux protestations de la population. A Los Angelès, à Saint-Louis, à Minneapolis, à Atlanta, à San Francisco ou à Chicago, de violentes campagnes ont été menées contre des projets nouveaux. A New York, les autorités ne peuvent plus envisager de construire un aéroport à moins de 75 miles (120 km) du cœur de la cité. Et le gouverneur du New Jersey a mené sa récente campagne électorale sur le thème de l'interdiction des grands aéroports dans la partie nord de son Etat. La force des protestations est devenue si efficace qu'un fonctionnaire de Boston, à qui l'on demandait récemment où la ville devait construire son nouvel aéroport, répondit : « Dans le Wyoming », c'est-à-dire à quelques milliers de kilomètres, en plein cœur de « l'Ouest lointain ».

La boutade est significative. En 1970, le Congrès américain a adopté une loi sur le développement des aéroports qui prévoit des subventions fédérales seulement pour les constructions préservant « la qualité nationale de vie ». Les exigences de ce texte sont si grandes que de nombreux projets ont été mis de côté, sans espoir de les voir aboutir au cours des dix prochaines années.

La seule solution est donc de construire les aéroports dans des zones non habitées et d'interdire les habitations sur une superficie très importante. Deux exemples très différents illustrent dans quelle direction on s'oriente. Kansas City, la grande ville texane, a construit un aéroport à 26 km des limites

CAISSE NATIONALE DE L'ENERGIE

Gaz de France - Obligations 6,50 % 1968

Les intérêts courus du 25 avril 1972 au 24 avril 1973 sur les obligations Gaz de France 6,50 % 1968 seront payables, à partir du 25 avril 1973, à raison de F 29,25 par titre de 500 F nominal, contre détachement du coupon N° 5 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de F 3,25 (montant global : F 32,50). En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de F 4,87, soit un net de F 24,38.

A compter de la même date, les 200 000 obligations appartenant à la série désignée par la lettre « A », sortie au tirage du 21 février 1973, cesseront de porter intérêt et seront remboursables à F 508,00, coupon N° 6 au 25 avril 1974 attaché.

(Communiqué).



La « Journée de la Terre » à New York.

de la zone habitée : là on achète non seulement la surface nécessaire à l'aéroport, mais encore une surface une fois et demie plus grande entre la ville et l'aérodrome et autour de celui-ci, qui servira à l'installation d'entrepôts ou d'industries non sensibles aux rugissements des « jets ».

Des bombes et du gaz

L'autre exemple concerne le futur. L'administration new-yorkaise étudie maintenant un projet de l'architecte Lawrence Lerner visant à construire une plateforme aérodrome à 8 km en mer. Le prix ? Sept milliards de dollars. Mais, font observer ces promoteurs, le prix d'un aéroport terrestre dans la région s'élèverait à cinq milliards, sans compter le coût des transports dans une zone urbaine et celui de la pollution. Alors ?

L'utilisation de l'énergie atomique soulève des problèmes multiples, qui sont bien connus lorsqu'il s'agit d'usage militaire. Le grand public connaît mal, en revanche, les influences qu'a sur l'environnement la présence d'une centrale électrique nucléaire ; les spécialistes eux-mêmes sont divisés à ce sujet. Mais, aux Etats-Unis, la bombe sert à d'autres œuvres de paix qui soulèvent beaucoup de protestations.

Dans le courant du mois de mai, trois bombes atomiques exploseront dans le sous-sol du Colorado. Ces explosions font partie d'un programme qui doit en comprendre 140 et qui ont pour but de faire apparaître à la surface de colossales réserves de gaz naturel enfouies dans les entrailles des Montagnes Rocheuses. On sait que le gouvernement américain, préoccupé devant l'augmentation croissante des besoins en énergie, cherche à introduire de plus en plus l'usage du gaz naturel, qu'il envisage également d'aller chercher en Sibérie.

Des premières expériences ont eu lieu en 1967 au Nouveau-Mexique et en 1969 au Colorado. L'Agence pour l'Energie atomique estime qu'elles avaient donné des résultats positifs. Mais la Fondation nationale scientifique, qui les a examinées du triple point de vue financier, social et polluant, a été moins enthousiaste. Elle a, par exemple, constaté que le projet 1973 coûterait 11 millions de dollars pour dégager une quantité de gaz ayant une valeur marchande de 1,5 millions. Et encore, sous réserve qu'il soit de bonne qualité et non contaminé.



Trains de bois sur une rivière américaine.

Car c'est là que le bât blesse. Le gaz extrait par les explosions nucléaires est de moins bonne qualité que celui obtenu par les procédés traditionnels, parce qu'il contient une forte proportion de sous-produits de la fission atomique, notamment du tritium.

Les défenseurs de l'environnement, les hommes politiques des régions concernées et beaucoup de gens ont réagi avec force et les assurances apaisantes de l'Agence ne les ont pas convaincus. Quant à l'idée que 140 explosions supplémentaires vont suivre pour des résultats aussi contestables, elle n'est pas acceptée. « Absolument hors de question », a dit le sénateur Kaskell, du Colorado. Le directeur des Ressources naturelles de cet Etat a souligné qu'on ne pouvait pas prévoir les conséquences sur l'équilibre du sous-sol d'une telle accumulation d'explosions. Quant au géologiste David Evans, de Denver, il affirme que ces explosions pollueraient l'ensemble du bassin de la rivière Colorado, contaminant l'eau potable de 27 millions de personnes.

Aucun de ces grands débats n'est secret dans un pays où l'information pénètre massivement la population. Dans tous les domaines apparaissent, devant les nouveaux développements des besoins industriels, des freinages qui ne sont plus le fait de quelques individus isolés, dénoncés comme passéistes ou rêveurs ignorants. L'Américain, si longtemps présenté comme le pionnier des entreprises les plus risquées, devient celui d'une forme de conservatisme apparemment en contradiction avec son passé.

En 1974, le budget pour la protection de l'environnement sera de 3,7 milliards de dollars, contre 900 millions cette année, et dépassera pour la première fois celui pour la recherche spatiale. Un peu moins de Lune, un peu plus d'U.s.a.

GEORGES FRAMERIES



Jean Rostand préside le Comité de lecture de la grande collection LIBERTE EGALITE FRATERNITE L'Humanité en Marche

groupant des historiens, écrivains, journalistes, universitaires, responsables syndicalistes, militants politiques de tous les horizons de la pensée et de l'action démocratiques et socialistes.
Quel a été le but exaltant de ces hommes, parfois confrontés entre eux, et soudain unis devant une aspiration commune ?
Présenter sous une forme unique à ce jour une vaste fresque de tous les mouvements révolutionnaires, populaires, démocratiques du monde entier.
La forme ? Chaque volume comprend une préface, une étude, un roman, d'auteurs prestigieux et de personnalités de premier plan.
L'ampleur ?

LES PERIODES HISTORIQUES QUI CHANGERENT LA FRANCE :
1789, 1793, les Trois Glorieuses, la Commune de Paris, le Front populaire.

LES GRANDES ETAPES DE L'HISTOIRE MONDIALE :
l'Amérique latine, l'URSS, la Chine, les Etats-Unis, l'Afrique, etc.

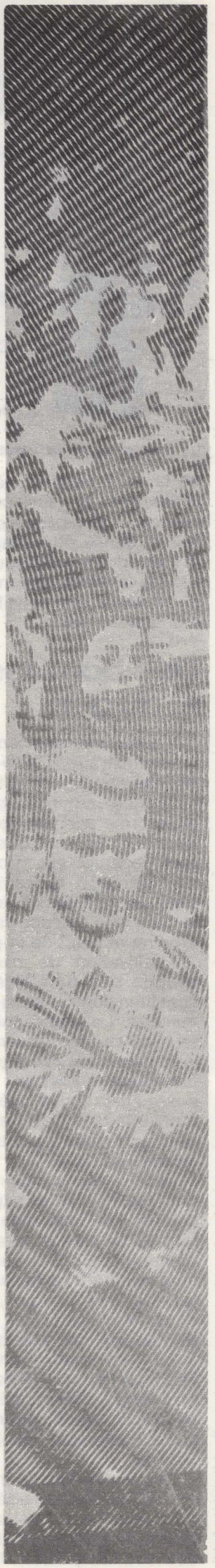
LES THEMES-FORCE QUI MOBILISERENT LE GENIE ET LE COURAGE DES HOMMES :
l'abolition de l'esclavage, la liberté de la presse, l'école démocratique, les conquêtes ouvrières, les résistances à l'oppression, la lutte contre le racisme.

LES PROBLEMES-CLEFS DE LA SOCIETE CONTEMPORAINE :
l'industrialisation, les paysans, la jeunesse, la femme.

Deux cents ans de lutte à travers le monde vers une société plus juste, plus fraternelle, plus pacifique vous permettront de mieux comprendre le présent, d'imaginer l'avenir.
"L'Humanité en Marche - Liberté Egalité Fraternité" vous offre la vision la plus large, la plus objective - puisqu'il s'agit d'une œuvre collective - la plus accessible, la plus vivante de l'histoire du monde démocratique.

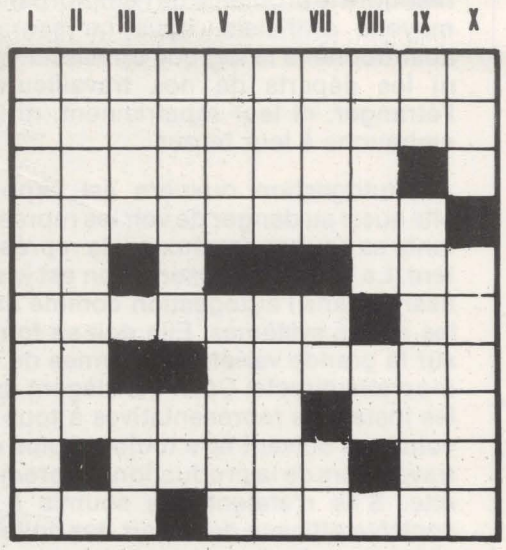
Pour tous renseignements s'adresser aux Editions Martinsart, 58 rue des Capucins 41-Romorantin

EPRODIT



Mots croisés

PROBLEME N° 62



HORIZONTALEMENT :

1. Plutôt envahissant. — 2. Elle suit son petit bonhomme de chemin. — 3. Absolument proscrite en temps de Carême. — 4. L'Américain y reste en bon état. — 5. Ne fatigue pas trop. Morceaux pour saxophone. — 6. Le fils d'Europe y séjournait. Démonstratif. — 7. Vendu (épelé). Tirez-le à volonté, il ne mourra que de fatigue. — 8. Permettent de partir rapidement. C'est le trou. — 9. Certains venaient se convulser sur sa tombe. Préposition. — 10. Un endroit où il est aisé de prendre un bain de pied. Inconnu du 5 horizontal.

VERTICALEMENT :

1. Lentisque à mastic. — 2. Touchés au fond d'eux-mêmes. — 3. Deux fois, c'est encore moins. En Belgique. — 4. Facile de s'en payer une tranche. Conspua (épelé). — 5. Demi-sérénade. De quoi se réchauffer le corps. — 6. Membrane qui ne résonne pas. Ne craint pas d'accident du travail. — 7. Ecorces. Sigle secret. Sur une plaque. — 8. Charges que l'on ne sonne pas. Lac pyrénéen. — 9. De nuit. Alléguer une excuse. — 10. Trève rituelle dans une guerre asiatique. Arrangent avec goût.

SOLUTION DU PROBLEME N° 61

HORIZONTALEMENT : 1. Communiant. — 2. Révérences. — 3. Ur. Rendrai. — 4. ESAV (Vase). Nie. — 5. Trémies. — 6. Demie. An. — 7. Adèle. Naja. — 8. Ut. LR (elle erre). — 9. Heurs. Na. — 10. Poste. Oc.

VERTICALEMENT : 1. Crue. Daun. — 2. Oersted. — 3. MV. Arme. Ho ! — 4. Merveilles. — 5. Ure. Meerut. — 6. Nenni. Ré. — 7. Indiennes. — 8. Acres. — 9. NEA. Ajonc. — 10. Tsiranana.

Abonnés arrivés à échéance réabonnez-vous sans tarder

BULLETIN D'ABONNEMENT A L'UNITE
41, Boulevard MAGENTA - Paris 10e

Je soussigné (1).....

Profession .....

Demeurant .....

.....

*désire souscrire un abonnement**

normal de 6 mois à	*50 F* ☐
normal d'un an à	*90 F* ☐
de soutien à	*100 F* ☐
de soutien à	*150 F* ☐
de soutien à	*200 F* ☐

**Cochez la case correspondante*

*Je vous adresse le montant correspondant**

par chèque bancaire	☐
par chèque postal	☐
ou virement au C.C.P. 3034980 La Source	☐

Date et Signature

(1) PRIERE D'INDIQUER NOM ET ADRESSE EN LETTRES CAPITALES

Pour les abonnements Étranger, le prix sera indiqué sur demande.

L'UNITE

Rédaction : 5 rue Viollet-le-Duc
(Paris-9e) Tél. : 878.44.34
Administration : 41 bd de Magenta
(Paris-10e) Tél. : 208.23.50

Directeur général : Pierre Mauroy

Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION
Serge Richard (rédacteur en chef), Claude Fuzier, Guy Perrimond, Nicolas Brimo, Michèle Backmann, Robert Butheau, Christine Cottin, Daniel Mitrani, Jean Montagnard, Gilberte Muller, Christiane Peyre, Maurice Séveno, Pierre Thibault, Claude Vintoux, Antoine Violet.

SEC. DE REDACTION-MAQUETTES
Nicole Chaillot

AVEC LA COLLABORATION DE
Jean-Pierre Chevènement, Georges Conchon, Yves Durrieu, Roger Fajardie, Georges Fillioud, Claude Gault, Gérard Jaquet, Pierre Joxe, Pierre Lavau, Emile Loo, François Mitterrand, Robert Pontillon, Henri-François Rey, Georges Sarre, Dominique Taddeï.

ADMINISTRATION

Conseiller technique : François de Grossouvre
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé.
Publicité : Régie Publicitaire, 2 rue du Cygne, Paris 1er. Tél. 508.45.00 (Michèle Pancaldi).
Spectacles : France-Lafayette, 10 rue Bleue, Paris 9e. Tél. 523.10.35 (Jean-Pierre Lemaire).
Directeur de publication : Michel Lecornet.
Société éditrice : Les Nouvelles Editions de l'An 2000. IMPRIMERIE D'HEBDO TC

L'autogestion à l'épreuve

Après plus de vingt années d'existence, l'autogestion yougoslave est encore considérée comme une expérience, avec ses aspects positifs incontestables et aussi ses côtés négatifs souvent mal connus et surtout mal expliqués. D'où l'intérêt du livre « L'autogestion à l'épreuve » (Fayard, préface de Michel Rocard) que vient de publier Milojko Drulovic, rédacteur en chef du plus grand journal de Belgrade, « Politika ». Un livre qui en apprendra beaucoup à ceux qui veulent en savoir plus sur l'autogestion et dont voici quelques extraits de la conclusion.

« L'autogestion yougoslave n'est nullement une expérience de portée universelle, ne serait-ce que parce qu'elle a pris naissance et évolué dans un pays moyennement développé, sur la base de la propriété sociale des moyens de production. Elle peut, dès lors, exposer son expérience sans craindre d'attiser les passions. Il ne nous appartient pas de juger dans quelle mesure l'autogestion et l'expérience yougoslaves peuvent intéresser les autres. En tout état de cause, ce n'est pas un article d'exportation. Certes, la grande Révolution de 1789 fut foncièrement une révolution française. Si elle provoqua les secousses que l'on sait, c'est parce que son célèbre triptyque : liberté, égalité, fraternité, comportait un message universel.

L'analyse de la pratique sociale en Yougoslavie autorise un jugement positif sur l'autogestion dans le domaine à la fois matériel et humain. Sur le plan matériel, la Yougoslavie est le seul pays sous-développé à avoir réussi à réduire le fossé qui sépare les Etats industriels avancés des régions retardataires. Sur le plan humain, l'autogestion apparaît de plus en plus comme une alternative à la puissante poussée technocratique et bureaucratique qui caractérise les sociétés industrielles développées aussi bien des pays capitalistes que socialistes.

De nombreux obstacles

L'autogestion est en mesure, semble-t-il, de donner une réponse valable à une des questions les plus difficiles du socialisme contemporain : est-il ou non en état de stimuler la principale source d'énergie, gage de l'avenir : les capacités créatrices de l'homme, et jusqu'à quel point peut-il démontrer sur ce plan sa « supériorité » sur le capitalisme ? (...).

L'autogestion peut être un contrepoids efficace au monopole politique des groupes dirigeants ou des organisations politiques. Elle conduit à la déprofessionalisation de la politique et à la démocratisation des rapports politiques à tous les échelons. La participation de millions d'hommes à la prise des décisions empiète peut-être sur le temps libre de chacun, mais cette perte est largement compensée par la discipline librement consentie, la politisation, l'intéressement et l'engagement dans la production et le travail en général (...).

L'autogestion en Yougoslavie s'est-elle acquittée de sa mission ? Si elle s'est justifiée et confirmée en tant que système, elle demeure grosse d'insuffisances et de contradictions que, du reste, elle ne cherche pas à dissimuler.

Malgré les violents heurts d'intérêts personnels et de groupes, malgré de fréquents comportements irresponsables, malgré enfin une conscience sociale qui n'est pas toujours à la hauteur, nul ne souhaite un retour à l'ancien système.

Dans la pratique, l'autogestion subit de multiples déformations. Par ailleurs, elle n'a pas répondu à maintes questions.

C'est ainsi, par exemple, que la planification devrait être, plus qu'elle ne l'est, un correctif à l'anarchie du marché, une programmation du développement à long terme, liée au processus de production. Le marché se jouera moins facilement des prévisions si sa nécessité est imbriquée dans la planification.

De nombreux obstacles d'ordre subjectif s'opposent à l'association des entreprises, à une division plus rationnelle du travail suivant les critères économiques et technologiques, à l'interdépendance des capacités productives, à la concentration du savoir et des ressources. La décentralisation n'est pas en contradiction avec l'intégration des grands systèmes économiques. Les petites nations se doivent — encore plus que les autres — de trouver les formules les plus judicieuses pour élever le niveau technologique des branches industrielles hautement développées, parce qu'elles sont obligées de penser sans cesse à leur indépendance économique (...).

Dans l'avenir, le facteur humain, y compris la forte natalité et même les réserves de main-d'œuvre, vaudra à notre société un avantage considérable. Pour le moment, bien que nous ne puissions résoudre le problème de l'emploi par des moyens artificiels, nous ne saurions abandonner à la logique du laisser-faire ni les départs de nos travailleurs à l'étranger, ni leur rapatriement, ni leur embauche à leur retour.

L'autogestion ouvrière est exposée elle aussi au danger de voir les représentants se couper de ceux qu'ils représentent. La simple représentation est insuffisante dans l'autogestion comme dans les autres systèmes. Elle doit se fonder sur la grande variété des formes de démocratie directe. Ceux qui siègent dans les instances représentatives à tous les échelons doivent être toujours plus des travailleurs de la production proprement dite. S'ils n'étaient pas soumis à un contrôle efficace de la part des collectivités de travail et des citoyens, les cadres, dont la situation ne cesse de s'améliorer et le rôle de se renforcer dans les entreprises aussi bien que dans la société entière, risqueraient de créer à la longue, grâce à leur monopole de l'information et du savoir et grâce à leur influence sur les décisions, des centres de pouvoir, des groupes de pression qui paralyseraient l'autogestion. Il serait aussi illusoire qu'absurde de croire au développement spontané du système d'autogestion. C'est pourquoi l'organisation et l'activité politiques conscientes doivent jouer, dans ce domaine, un rôle à la fois naturel et indispensable (...).

Nous n'attribuons pas un pouvoir magique au système d'autogestion. En revanche, nous avons foi en ses vertus. Nous ne l'érigeons pas en magie sociale, mais nous sommes persuadés que, bien que chère, l'expérience est très précieuse.

L'avantage majeur de l'autogestion est que l'homme, citoyen et producteur, se voit attribuer enfin l'attention qu'il mérite. Pour le socialisme, l'homme ne doit pas être un rouage infime du monde où il vit, mais le but suprême auquel tend tout le système.

Les institutions de la société n'acquièrent pleinement leur sens que si elles créent les conditions dans lesquelles l'homme, au lieu de les revendiquer, se conférera lui-même les droits qui lui sont nécessaires. »